



JOURNAL DES DEBATS

595

DU PARLEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

No 18 – 2021

Séance

du mercredi 24 novembre 2021

Présidence : Katia Lehmann (PS), présidente

Secrétariat : Jean-Baptiste Maître, secrétaire général du
Parlement a.i

Ordre du jour :

13. Postulat no 436
Encourager le bois dans la construction. Baptiste Laville
(VERT-E-S)
14. Postulat no 437
Quelle action pour la protection de la faune sauvage ?
Nicolas Girard (PS)
15. Question écrite no 3410
Un concept cantonal de collecte des déchets ? Vincent
Eschmann (PDC)
18. Postulat no 438
Donner la possibilité à toutes les familles jurassiennes
de bénéficier d'une structure de prise en charge des en-
fants en âge de scolarité. Leïla Hanini (PS)
19. Question écrite no 3408
Tenue correcte exigées ! Jelica Aubry-Janketic (PS)
20. Motion no 1373
Pour une prévention efficace face aux petits crédits. Lisa
Raval (PS)
21. Motion no 1375
Examen d'avocat : Pour une véritable méthode de nota-
tion impartiale ! Quentin Haas (PCSI)
22. Motion no 1376
Examen d'avocat : Garanties de neutralité des examina-
teurs exigée. Quentin Haas (PCSI)

*(La séance est ouverte à 14 heures en présence de 60
députés.)*

13. Postulat no 436
Encourager le bois dans la construction
Baptiste Laville (VERT-E-S)

La ZAD de la colline du Mormont, bien que démantelée à l'heure actuelle, a représenté une expérience sociale et écologique absolument unique en Suisse. Cette action a notamment permis de mettre en lumière notre surconsommation de béton et l'impact important des matériaux de construction sur le climat.

Face à ce constat, l'utilisation du bois de construction représente une alternative très intéressante. Elle permet d'une part de stocker durablement du CO₂ et d'autre part d'éviter des émissions importantes liées à la production d'autres matériaux comme le béton, les briques ou l'acier.

De plus, faute d'un marché intérieur suffisamment demandeur, une partie du bois suisse de construction n'est pas utilisée localement mais exportée à des milliers de kilomètres, en Asie ou en Amérique. Cette situation n'est pas satisfaisante car :

- elle rend l'économie forestière particulièrement vulnérable aux fluctuations des marchés internationaux,
- elle détériore, par l'utilisation de carburants du fret maritime particulièrement polluants, le caractère « climatiquement neutre » de la ressource bois.

Face à ces constats, l'Etat de Vaud a décidé de limiter le ciment dans ses constructions et veut désormais valoriser le bois de ses forêts. Depuis le 1^{er} janvier 2021, le canton de Fribourg cherche à stimuler l'économie forestière en accordant une prime de soutien aux entreprises fribourgeoises de construction qui utilisent du bois fribourgeois (OPrimBois).

Dans le Jura, les efforts des collectivités publiques, comme à Porrentruy pour l'utilisation du bois des forêts du district pour la construction de la patinoire ou du futur centre de recherche et de conservation Jurassica, sont à saluer et doivent servir d'exemples à d'autres projets qui, pour l'instant, ne sont pas légion. L'entreprise Fagus Suisse SA, basée aux Breuleux, développe pourtant des produits 100% en bois suisse qui sont attractifs et compétitifs. Produire du bois et le consommer autant que possible localement représente l'idéal vers lequel il faut tendre.

A l'instar des démarches initiées à Fribourg et Vaud, le groupe VERT-E-S et CS-POP demande au Gouvernement d'étudier et de proposer des mesures adaptées au contexte

cantonal pour encourager les acteurs publics et privés du canton à utiliser davantage du bois de construction local.

La présidente : Le Gouvernement propose au Parlement d'accepter cette motion. Est-ce qu'un groupe ou un député souhaite exprimer un avis contraire ? Ce n'est pas le cas. Comme l'indique l'article 63, alinéa 3, lorsqu'une motion ou un postulat n'est combattu ni par le Gouvernement ni par un groupe ou un député, il est soumis au vote sans débat.

Au vote, le postulat no 436 est accepté par 53 députés.

14. Postulat no 437

Quelle action pour la protection de la faune sauvage ?

Nicolas Girard (PS)

Près de 20'000 grands animaux sont tués sur les routes et voies ferrées chaque année en Suisse. Les plus touchés sont les chevreuils, suivis des renards, des blaireaux, etc. Le phénomène concerne aussi le canton du Jura. Un début de solution à ce problème consiste à créer des « corridors faunistiques », réclamés notamment par les associations pour la protection de la nature. Or, ces dernières dénoncent l'inaction de la Confédération et des cantons dans ce domaine.

Fort des statistiques en sa possession, le Gouvernement est prié de produire un rapport sur la situation dans le canton du Jura, qui porte sur les mesures prises jusqu'à présent pour mettre fin à l'hécatombe silencieuse qui a lieu chaque jour principalement sur nos routes.

M. Nicolas Girard (PS) : Au début des années 2000, on a assisté à une baisse conséquente des accidents de la route impliquant du gibier, diminution due en particulier au fait que le nombre de chevreuils tirés à la chasse était passé de deux à trois individus par chasseur. De plus, cette période correspond à l'ouverture par étapes successives de la Transjurane, ce qui a eu pour conséquence de canaliser davantage d'usagers de la route sur un cordon protégé, équipé par des ouvrages permettant les déplacements du gibier. On se rappelle à cet égard que certaines routes du district de Porrentruy et celle du col des Rangiers notamment ont vu leur nombre de véhicules les empruntant chuter de 84% à l'ouverture de l'autoroute.

Depuis, le nombre de ce type d'accidents a repris l'ascenseur. Depuis 2008, l'augmentation des cas de collision avec des chevreuils augmentent de 7% par année sur le territoire cantonal. Les cas signalés sont passés de 90 à 200 entre 2008 et 2019. Dès lors, prétendre que le travail est fait ne semble pas ou peu correct. Si oui, des couloirs faunistiques existent et, si oui, les principales zones accidentogènes sont connues. Se contenter de propos qui se veulent rassurant alors que la situation n'est de loin pas stable ni sous contrôle est inappropriée.

Les chiffres évoqués jusqu'ici ne parlent que du chevreuil. Sachant que les dégâts peuvent varier entre des qualifications de légers ou dégât total pour une collision appliquant une voiture, sans vouloir s'éterniser sur les coûts, nous pouvons sans nous tromper affirmer que ces collisions représentent plusieurs centaines de milliers de francs annuellement versés aux automobilistes du canton par leurs assurances. Au surplus, si cette catégorie d'accidents épargne dans la majeure partie des cas l'intégrité physique

des automobilistes, on ne peut pas en dire autant pour les usagers des deux-roues, et même sans conséquence sur leur état de santé. Un tel choc ne laisse pas moins parfois des traumatismes pesants aux personnes impliquées. Un contact avec un animal de 20 kilos peut provoquer d'importants dégâts, nous l'avons évoqué. Le même choc avec un sanglier de 100 kilos immobilisera certainement le véhicule. J'ajoute que dans un futur probablement proche, nous devons penser à ce qu'il adviendra de nos usagers de la route quand ils croiseront un cerf pouvant peser plus de 200 kilos. On imagine ici l'ampleur du sinistre, pareil à ceux annoncés dans les régions où cet animal est durablement établi.

Chers collègues, des mesures ont été prises par nos services chargés de cette problématique. Le Gouvernement nous le rappelle dans son développement. Nous ne contestons pas le travail accompli jusqu'ici. Cependant, nous ne pouvons accepter les motifs qu'évoque le Gouvernement pour rejeter notre postulat, cela d'autant moins qu'ils paraissent sujet à caution dans leur formulation même. Que veut dire « mettre à jour les corridors faunistiques connus, puis les conserver ? » De cette rédaction un tantinet embrouillée, faut-il conclure que le Gouvernement exprime ici un manque de volonté dû aux moyens budgétés, limités, consentis par le Parlement ? Si c'est le cas, l'argument est contestable car alors même qu'il reconnaît que des actions plus rapides seraient certes possibles, il n'évalue pas les coûts, même sommairement, et n'est donc pas en mesure de solliciter les moyens dont il déplore qu'ils ne le lui sont pas accordés.

Quand le postulat parle de rapports, il les limite à l'exploitation des données statistiques que le Gouvernement possède et on peut imaginer qu'elles sont tenues à jour au fil des semaines, des mois et des ans. Il n'y a donc rien d'extraordinaire et régler la nécessité de ressources supplémentaires n'est pas recevable. Aujourd'hui, rappeler la croissance des accidents, leur augmentation annuelle surprenante et régulière, nous oblige à remettre la compresse, nous interroger sur la pertinence d'améliorer nos connaissances dans ce domaine pour agir mieux et diminuer drastiquement cette fameuse hécatombe silencieuse à laquelle personne ne peut rester insensible et ne remet pas en cause tout ce qui a déjà été entrepris jusqu'à ce jour. Et l'imagination, Monsieur le Ministre, Mesdames et Messieurs les Députés, ne devrait pas manquer quand on place le souci de la nature au-dessus des considérations qui paraissent mineures en regard des périls environnementaux actuels.

Pas plus tard qu'hier, je découvrais dans un journal régional qu'une initiative privée avait abouti, entre Pontenet et Loveresse, avec l'installation d'un écouroduct permettant de préserver la vie d'un nombre important d'écureuils, ces victimes toutes désignées pour subir la violence routière. Ce n'est qu'un exemple, il y en a certainement d'autres. Et si l'on voulait bien aborder la question avec un peu plus de complaisance, on progresserait non seulement en sensibilité mais aussi en responsabilité face à ce phénomène dommageable, quoiqu'on en dise à nos écosystèmes. Sur ces considérations, je vous invite à accepter le postulat qui vous est soumis.

M. David Eray, ministre de l'Environnement : Le besoin de mobilité est vital pour la faune sauvage. L'extension de nos infrastructures ainsi que nos déplacements peuvent avoir un impact considérable sur la faune sauvage, en particulier lorsqu'ils se situent à l'intérieur des couloirs de déplacement préférentiellement utilisés par la faune car, Monsieur

le Député, je suis sûr que vous êtes venu en transports publics ce matin pour éviter d'écraser un lièvre, un chevreuil ou même un loup. Pourquoi pas ?

La révision des corridors faunistiques du canton est récente puisqu'elle a été entreprise en 2018 par un bureau spécialisé sur mandat de l'Office de l'environnement. Le moment était opportun, deux ans après l'ouverture complète de la route nationale A16 sur le territoire cantonal, pour procéder à cette révision. En effet, le tracé de l'A16 a modifié les conditions de déplacement des animaux sauvages et huit ouvrages de franchissement de la faune sauvage ont été construits, là où la faune avait l'habitude de transiter par le passé. De plus, l'arrivée du cerf rouge et l'expansion du lynx sur l'ensemble du territoire sont des facteurs supplémentaires à considérer dans le canton du Jura. Cette révision fait état de 45 corridors faunistiques qui ont été précisément évalués, délimités et cartographiés. En 20 ans, ce sont aussi trois corridors de moyenne importance qui ont disparu en raison de l'urbanisation dans la vallée de Delémont.

Dorénavant, une protection adéquate est possible puisque toutes ces données sont transmises au bureau mandaté par les communes dans le cadre de projets et de planification d'aménagement du territoire. Cet outil permet également à l'Office de l'environnement d'exiger des mesures correctrices pour pallier les atteintes constatées. Près de la moitié des corridors inventoriés est concernée par des potentielles mesures d'assainissement. Le Gouvernement rappelle ici que des moyens conséquents étaient prévus pour les cantons dans le projet de la nouvelle loi fédérale sur la chasse et la protection de la faune sauvage, permettant ainsi un assainissement plus incitatif des corridors perturbés. Malheureusement ou heureusement, mais pour le Gouvernement c'est plutôt malheureusement, le statu quo demeure aujourd'hui puisque cette loi fédérale n'a finalement pas été acceptée par le peuple en septembre dernier.

En parallèle à la révision des corridors faunistiques, l'Office de l'environnement a également défini les tronçons à équiper d'un système d'effarouchement du gibier. Une priorisation a été effectuée sur les tronçons routiers dits les plus accidentogènes. Là aussi, l'ouverture complète de l'A16 était attendue avant d'effectuer cette mise à jour. En effet, certains tronçons de routes cantonales ont été délestés et ne sont plus apparus comme problématiques en matière de collision avec la faune.

D'autres tronçons par contre n'ont pas été influencés ou ont connu une augmentation des collisions. A l'échelle cantonale, ce sont environ 300 carnivores, 200 chevreuils et plusieurs dizaines de sangliers et lièvres bruns qui sont victimes de la route chaque année. L'analyse des données collectées par l'Office de l'environnement au niveau du gibier qui est tombé sur les routes, fait état de sept tronçons à risque élevé. Deux d'entre eux ont déjà été équipés d'avertisseurs de dernière génération, émettant des sons et produisant un faisceau lumineux au passage des véhicules. L'équipement de deux tronçons supplémentaires est au programme d'ici le début de l'année 2022. La fin du programme de reconstitution est prévue pour 2025. Il faut compter en moyenne 15'000 francs par tronçon équipé. Ce montant est financé par la Section des constructions routière du Service des infrastructures qui finance l'achat des appareils. Leur installation et leur entretien sont confiés à la Fédération cantonale jurassienne des chasseurs via un contrat de prestations.

Le Gouvernement estime que les données relatives à

cette thématique sont à jour et que la stratégie visant à se concentrer sur les tronçons les plus accidentogènes est bonne. Le réseau de routes cantonales traverse d'innombrables massifs forestiers et il paraît disproportionné de vouloir tous les équiper d'avertisseurs anticollision. Compte tenu de notre territoire boisé, de l'important réseau routier, le terme hécatombe devrait être utilisé avec prudence. Le nombre important d'animaux tués démontre également une population animale souvent en augmentation pour les principales espèces évoquées.

Il s'avère logique d'évaluer d'abord ces prochaines années les effets de ces appareils sur le nombre d'animaux périés sur ces sept tronçons prioritaires. Le rythme d'acquisition de ces appareils pour disposer plus rapidement de tronçons sécurisés sur les sites prioritaires reste bien évidemment tributaire du budget qui ne le permet actuellement pas. Pour rappel, Monsieur le Député, le Gouvernement ne s'octroie pas de moyens. C'est le budget qui définit les moyens à disposition du Gouvernement, budget dont la compétence est bien évidemment au Parlement. On parle également d'imagination. C'est bien d'imaginer des systèmes mais l'imagination ne crée pas des rubriques budgétaires non plus.

La planification d'ici à 2025 est cependant adéquate. Enfin, l'état des lieux des corridors faunistiques présents sur notre territoire est connu et le Gouvernement a toute confiance en l'Office de l'environnement pour veiller à leur assainissement lorsqu'une opportunité se présente, tant en zones à bâtir qu'en zones agricoles. Des mesures importantes sont également bien en cours pour des espèces plus rares et menacées, comme les batraciens. L'exemple récent du crapauduc de Damphreux montre l'engagement du Canton. Ce crapauduc met aussi en évidence les efforts devant être consacrés pour réaliser et financer de tels projets dans le territoire. Ceci étant dit, le Gouvernement considère que la situation est bien étudiée et que la ligne est bien donnée. Il ne voit pas l'utilité à mettre des ressources dans un rapport à ce stade et vous invite à refuser ce postulat.

M. Alain Koller (UDC) : Nous avons étudié avec beaucoup d'attention le postulat no 437 de notre collègue Nicolas Girard et sommes arrivés à la conclusion suivante. Le Gouvernement, dans sa réponse, indique que les mesures de prévention sont déjà en cours de réalisation. Nous sommes pour une fois d'accord avec lui. Un rapport serait superflu et surtout serait un coût de plus dans une conjoncture actuellement difficile. Une solution simple peut être envisagée. Une réduction de la vitesse ou une meilleure attention des particuliers, particulièrement pendant les heures de nuit, de l'aube et du crépuscule, peut contribuer à limiter les accidents routiers dus à la faune sauvage. Vous l'aurez compris, le groupe UDC, à l'unanimité, refusera ce postulat.

M. Gabriel Voirol (PLR) : Le groupe PLR a été très sensible à la question évoquée dans le cadre du postulat mais a rapidement pris position de la manière suivante. Notre groupe n'est pas favorable, qui plus est dans la situation que nous vivons actuellement, à la multiplication des études qui, par essence, sont souvent gourmandes, non seulement en ressources humaines mais également financières, et ceci sans apporter nécessairement de réponse immédiate et/ou concrète à une problématique existante. Nous rejoignons à cela totalement l'argumentaire développé par le Gouvernement qui, au surplus, nous apprend qu'une planification des

mesures de prévention est déjà en cours et que celles-ci déploieront leurs effets jusqu'en 2025. Le groupe PLR ne soutiendra donc pas la production d'un nouveau rapport et donc le postulat no 437 pour toutes ces raisons.

M. Bernard Varin (PDC) : Le groupe PDC-JDC a étudié avec une attention particulière le postulat no 437 de notre collègue Nicolas Girard, intitulé « Quelle action pour la protection de la faune sauvage ? ». Selon le postulant, un début de solution à ce problème consisterait à créer des corridors faunistiques. Le postulat demande également au Gouvernement de produire un rapport sur la situation dans le canton du Jura et sur les mesures prises jusqu'à présent. Par contre, des corridors faunistiques existent déjà et sont connus dans le Jura, notamment en Ajoie. Un système plus rapide serait la pose de détecteurs. Or, on sait que de telles protections sont très coûteuses. Si vraiment de graves problèmes de protection existaient à ce sujet, l'Office de l'environnement aurait certainement déjà réagi. D'après les statistiques, 200 chevreuils sont tués sur les routes chaque année dans le Jura, ce qui représente moins d'un chevreuil par jour. Par contre, le lynx mange un chevreuil par semaine. J'ai pris environ 40 lynx dans le Jura, ce qui représente cinq chevreuils par jour. Ajoutons encore à cela le loup. Là, par contre, silence radio, personne ne dit rien.

Selon notre groupe, il n'est pas nécessaire de mener des études supplémentaires à la réalisation de ces mesures de protection qui seraient très coûteuses et qui nécessiteraient des ressources importantes. Vous l'aurez compris, pour toutes ces raisons, notre groupe refusera le postulat no 437.

Mme Magali Rohner (VERT-E-S) : Ce postulat a retenu toute notre attention. La protection de la faune sauvage est une tâche importante de l'Etat. Après la réponse du ministre, certaines mesures sont déjà mises en place, notamment des corridors faunistiques dans les zones sensibles. Monsieur Eray admet cependant que les choses pourraient être améliorées. Nous ne contestons pas ces raisons mais, comme l'auteur du postulat, nous sommes interrogés toutefois sur la logique de la réponse gouvernementale qui était certainement un peu trop concise et nous a paru manquer de clarté.

Il est évident qu'au départ, pour créer les réseaux écologiques qui existent actuellement, on a dû se baser sur un rapport. Selon la fiche 3.19 sur les réseaux écologiques et les corridors faunistiques, celui-ci a été réalisé une première fois en 1999. Il aurait dû être régulièrement tenu à jour par l'Office de l'environnement. En 22 ans, les circonstances changent, les paysages évoluent, la biodiversité peut s'effondrer. Ce rapport a été adapté en 2018 d'après Monsieur Eray. A notre sens, c'était bien le moment. Les mesures citées par notre ministre nous réjouissent, bien qu'à notre sens elles sont encore et toujours insuffisantes. Le fait d'avoir attendu presque 20 ans pour réévaluer ces corridors faunistiques est étonnant. Ce laps de temps, nous l'espérons, se raccourcira à l'avenir. Si la situation nous paraît bien étudiée pour le moment, en se basant sur une étude de seulement trois ans, elle ne le restera en effet qu'à condition que cette étude soit actualisée dans le meilleur des cas chaque année mais au moins tous les deux ou trois ans, car on peut toujours améliorer les choses. C'est dans cette optique, entre autres, que le groupe VERT-E-S et CS-POP soutiendra ce postulat et vous invite à faire de même.

M. Ismaël Vuillaume (PVL) : Le groupe PCSI-PVL a décidé de rejeter le postulat no 437 car, comme le souligne le

Gouvernement dans sa réponse, les couloirs faunistiques accidentogènes sont connus et ont été étudiés à plusieurs reprises. Les mesures à prendre pour améliorer la sécurité des animaux sauvages sont connues. Si la mise en œuvre de ces dernières n'est pas optimale, cela devrait faire l'objet d'une autre interpellation. Dès lors, pour le présent objet, nous estimons qu'il n'y a pas lieu de mener une énième étude sur ce point.

M. Nicolas Girard (PS) : Merci au Gouvernement d'avoir apporté des précisions. J'ai pu un peu me renseigner sur ces appareils d'effarouchement, sur tout ce qui était en place sur les couloirs faunistiques. Mais, à entendre le Gouvernement et la tendance qui prévaut aujourd'hui, c'est que tout est sous contrôle. On connaît les zones accidentogènes avec cette optique de dire qu'en 2025 cela devrait aller mieux. Toujours est-il que d'ici 2025 ce ne sera pas moins de 800 chevreuils qui périront sur les routes, pour ne parler que des chevreuils. 800 chevreuils, donc 800 drames. On l'a vu aux dégâts de voitures, aussi des dégâts psychologiques pour les personnes qui subissent ces traumatismes ou qui les vivent comme un traumatisme.

J'ai entendu aussi des choses intéressantes. Baisser la vitesse la nuit pourrait être aussi une optique, c'est vrai que dans certaines zones pourquoi pas ! Je retiens la perche lancée par l'UDC. Merci Alain.

Je crois que vous avez compris le message. Il n'est pas demandé des études, de renforcer le personnel que nous avons. C'est peut-être de remettre la compresse, de relancer un peu ce débat. En d'autres temps, on aurait dit que l'on refuse car réalisé. Maintenant, on pourrait dire refusé car réalisé dans quatre ans. A nos yeux, c'est un petit peu long. Les moyens ne sont pas démesurés, c'est accessible sans engagement de ressources et sans frein supplémentaire, sans grands travaux démesurés.

M. David Eray, ministre de l'Environnement : Le postulat demande, j'essaie de comprendre, un rapport sur ce qu'il en est. Ce qu'il en est, nous le savons. L'Office de l'environnement sait ce qu'il en est. Il a identifié les tronçons accidentogènes, il connaît les mesures qu'il faut prendre et, comme je l'ai dit, il faut des moyens pour les mettre en œuvre. Monsieur le député Girard, j'ai un peu de peine à comprendre. Vous êtes en train de nous dire qu'il faut agir avant 2025, donc accepter un postulat qui provoquera un rapport, document qui vous dira ce que je viens de vous dire mais les mesures ne seront toujours pas mises en œuvre. Si vous voulez des moyens, des actions, il faut les mettre en œuvre au travers du budget. Donc là, je pense que vous vous trompez de débat. Si vous voulez que les moyens soient mis en œuvre avant 2025, agissez au niveau du budget.

Vous êtes en train de dire au Parlement qu'il faut accepter ce postulat pour que le Gouvernement demande à l'Office de l'environnement de faire un rapport. Dans une année, on aura un rapport qui nous dira ce qu'on sait déjà mais il n'y aura pas de mesures supplémentaires. Si vous voulez de mesures supplémentaires, il faut donner des moyens à l'Etat et les moyens se donnent au travers du budget et pas au travers d'un rapport dont le contenu est déjà connu par l'Office de l'environnement.

Au vote, le postulat no 437 est rejeté par 37 voix contre 21.

15. Question écrite no 3410**Un concept cantonal de collecte des déchets ?****Vincent Eschmann (PDC)**

La récolte de déchets a beaucoup évolué ces dernières années. Tous les ménages se sont habitués au tri sélectif avant de se rendre dans les déchetteries régionales ou communales.

Or, chaque déchetterie a son mode de fonctionnement en matière de récupération. Certaines acceptent des types de matières que d'autres refusent, que ce soient les déchets inertes, les déchets verts ou d'autres encore.

Si la gestion de ces déchetteries est du ressort des communes ou des syndicats de communes, il serait souhaitable qu'un concept cantonal de collecte soit mis au point.

Aussi, le Gouvernement peut-il répondre aux questions suivantes :

1. Est-ce qu'un concept général de récolte des déchets au niveau cantonal est prévu ?
2. Sinon, est-il possible de le mettre en place ?

Nous remercions le Gouvernement de ses réponses.

Réponse du Gouvernement :

L'auteur de l'intervention fait le constat de pratiques différenciées dans les déchetteries communales existantes en matière de types de déchets repris ou non.

Le Gouvernement peut répondre de manière groupée aux deux questions comme suit :

La collecte et l'élimination des déchets sont de compétence communale, alors que les exigences de qualité pour le tri et l'élimination découlent principalement de la législation fédérale. Dans ce contexte, se poser la question d'un concept cantonal de collecte des déchets est légitime, et la réflexion a bien été menée dans le cadre de l'élaboration de la nouvelle loi cantonale sur les déchets et les sites pollués (LDSP), entrée en vigueur le 1^{er} mars dernier.

Ce concept de collecte à l'échelle cantonale n'a in fine pas été proposé par le Gouvernement au Parlement dans le projet de loi, et cela pour les raisons suivantes :

- La collecte des déchets est déjà en grande partie organisée par les trois syndicats de communes que sont le SEOD, le SIDP et le SCFM. Ces trois syndicats mènent depuis quelques années déjà des réflexions relatives à la réalisation de centres intercommunaux de collecte et valorisation des déchets. De tels centres de collecte sont désormais imposés par la nouvelle loi, avec un délai de réalisation à 2025. Le Gouvernement ne doute pas de la volonté des communes de profiter de la réalisation de ces centres, parfois déjà existants, pour améliorer la catégorisation des différents déchets et leur valorisation séparée.
- La commission cantonale de gestion des déchets et des sites pollués, qui se réunit depuis ce printemps, offre une plateforme d'échanges dynamique entre autorités communales et cantonales. Les syndicats de communes des trois districts, l'Association jurassienne des communes et l'Office de l'environnement y sont représentés, de même que des acteurs importants de la gestion des déchets urbains, en particulier la société Vadec SA. Les premières discussions menées dans ce cadre confirment le fait qu'une organisation de la gestion des déchets urbains au

niveau de chaque district est fondamentale, mais qu'une vision unique imposée par le canton serait contre-productive. La Commission cantonale permettra d'identifier les prestations pour lesquelles un regroupement des districts s'avère pertinent.

Le Gouvernement salue donc le travail réalisé par les communes et syndicats de communes pour optimiser la gestion des déchets urbains sur le territoire cantonal. Il estime que des discussions régulières au sein de la nouvelle Commission cantonale sont préférables à l'instauration d'un concept unique de collecte, lequel pourrait rapidement se révéler obsolète au vu des évolutions fréquentes des filières dans le domaine de la gestion des déchets urbains.

Le Gouvernement relève finalement que la situation n'est pas identique pour ce qui concerne l'économie circulaire. Dans ce domaine en fort développement, les projets réalisés ou en construction à l'échelle locale (communes, associations, coopératives, entreprises) devront être fédérés et mis en réseau à l'échelle cantonale. Ainsi, c'est dans la collecte, le partage, la réutilisation et la revente des objets et des matériaux que le Gouvernement entend à l'avenir engager l'action de l'Etat, avec un objectif clair : réduire les quantités de déchets, leurs nuisances sur le climat et le coût de leur élimination par les collectivités.

M. Vincent Eschmann (PDC) : Je suis satisfait.

18. Postulat no 438**Donner la possibilité à toutes les familles jurassiennes de bénéficier d'une structure de prise en charge des enfants en âge de scolarité****Leïla Hanini (PS)**

Le 28 mars dernier, Moutier votait un grand oui à son intégration dans le canton du Jura. Dans son message aux citoyen-ne-s de Moutier, le Gouvernement jurassien confirmait la pérennisation de l'école à journée continue : structure d'accueil des enfants en âge de scolarité non obligatoire et qui permet aux parents prévôtois d'en user selon leurs besoins. Cet engagement manifesté par le Gouvernement à regard des Prévôtoises et des Prévôtos, nous rappelle que Moutier est un exemple, car ailleurs dans le Jura, une telle structure d'accueil n'est pas garantie, ce qui creuse les inégalités dans plusieurs domaines.

En regard des statistiques de l'Office fédéral de la statistique (OFS) sur les modèles d'activité professionnelle des couples pour l'année 2020, nous pouvons constater que dans un ménage avec un enfant entre 4 et 12 ans, le modèle majoritaire (57,2%) est celui où l'homme travaille à temps plein et la femme à temps partiel. Ce modèle est suivi de celui où l'homme travaille à temps plein et la femme est sans activité professionnelle (15,9%). Une situation qui démontre donc que le travail rémunéré est réparti inégalement. En effet, la Suisse possède une des plus fortes proportions de femmes travaillant à temps partiel, notamment dû à une représentation très traditionnelle des rôles assignés à chaque sexe qui perdure aujourd'hui encore. En effet, s'il y a des enfants dans le ménage, c'est la femme qui réduit le plus souvent son taux d'occupation ou qui renonce sur la durée ou non à exercer une activité professionnelle. Ce phénomène a des répercussions en termes d'égalité durant la vie professionnelle et au-delà puisqu'elle impacte également la retraite des femmes. En termes de conséquence financière, les pertes fiscales dues à l'interruption des mères de leur

carrière au moment de la maternité s'élèvent à 250 millions de francs¹.

Tous les parents jurassiens ne bénéficient pas de structure d'accueil dans le Jura. En effet, seuls les plus chanceux ont accès à une telle structure dans leur commune et encore faut-il qu'une place soit disponible puisque celles-ci sont limitées. Ceci crée donc une inégalité de traitement en fonction du lieu de domicile. Or, chaque Jurassienne et Jurassien devrait avoir la possibilité de bénéficier d'une structure d'accueil dans sa commune en cas de besoin. Donner cette opportunité à l'ensemble de la population paraît être une nécessité, dans un monde où les familles dont les deux parents travaillent et les familles monoparentales doivent pouvoir compter sur cela.

L'école à journée continue est donc la réponse pour pallier aux inégalités précitées et permettrait une meilleure conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale. En effet, cette structure d'accueil extrascolaire permet aux parents de choisir d'y placer leurs enfants durant la période souhaitée et ainsi d'avoir tout loisir d'effectuer une journée de travail complète. L'école à journée continue de Moutier propose des modules à choix répartis selon les moments de la journée (accueil du matin, repas, accueil après l'école, etc.) et permet donc aux parents de choisir le modèle qui convient au mieux selon les besoins.

Le modèle du canton de Berne peut être utilisé comme exemple. Celui-ci permet donc l'ouverture d'une école à journée continue sous la forme d'une structure modulaire. Ainsi, les parents peuvent choisir les modules adaptés à leurs besoins. Ce sont les communes qui évaluent chaque année, au moyen d'une enquête auprès des parents, si leurs besoins nécessitent l'ouverture d'une structure tout en précisant un nombre minimum de demande pour ouvrir une structure d'accueil. Les coûts de l'école à journée continue sont répartis entre le canton, les communes et les parents. Finalement, il s'agit d'une prestation obligatoire si les conditions pour l'ouverture d'une école à journée continue sont remplies qui est au surplus fixée dans la loi ainsi que dans une ordonnance cantonale.

Pour mener à bien les enquêtes concernant les besoins des parents, il est à préciser qu'elles devraient être menées en amont de la rentrée scolaire. En effet, une fois que les parents se sont efforcés de trouver des solutions, il apparaît clair que la réponse quant à un besoin de structure serait négative.

A noter encore qu'une telle structure répond à l'article 41, alinéa 1, lettre c, de la Constitution qui prévoit que la Confédération et les cantons s'engagent à ce que les familles soient protégées et encouragées. Elle répond également à l'article 8, alinéa 3, de la Constitution qui prévoit que l'homme et la femme sont égaux en droit et que la loi pourvoit à l'égalité de droit et de fait, en particulier dans les domaines de la famille, de la formation et du travail.

Aussi, nous demandons au Gouvernement d'étudier la possibilité d'une mise en place de l'école à journée continue dans l'ensemble des cercles scolaires du Jura, notamment sur la base de l'exemple de Moutier.

¹ Jeanrenaud, Claude et Kis, Alexandra (2018) : Coût du placement des jeunes enfants et participation des femmes au marché du travail. Institut de recherches économiques, Université de Neuchâtel.

La présidente : Le Gouvernement propose au Parlement d'accepter cette motion, un groupe ou un député souhaite-t-il exprimer un avis contraire ? C'est le cas. Pour le

développement de cette intervention, je passe la parole à son auteure, Madame la députée Leïla Hanini.

Mme Leïla Hanini (PS) : Valentine Friedli le disait lors de la première session de l'Assemblée constituante en 1976 « L'humain doit être placé au centre des préoccupations dans le but d'améliorer la qualité de la vie et de contribuer au bonheur du peuple jurassien ». Plus récemment, en 2004, lors de la présentation du rapport sur les familles, Pascal Couchepin avait souligné « sans enfants, une société n'a pas d'avenir ». Durant cette même journée, l'ancien conseiller fédéral Joseph Deiss avait également rappelé la priorité politique de la plus haute importance que représente l'enjeu pour les familles de pouvoir concilier vie professionnelle et vie familiale. Il précisait encore : « Les enjeux socio-économiques sont nombreux, il y va de la croissance économique du bon fonctionnement du marché du travail, de la lutte contre les effets du vieillissement démographique, de la préservation des investissements publics dans le capital humain, du combat contre la pauvreté, de l'amélioration de l'intégration sociale et scolaire des enfants ainsi que de l'égalité entre les femmes et les hommes ». En 2011, dans le cadre d'une interview pour le journal « L'Illustré », Céline Amaudruz expliquait également qu'elle était pour le congé paternité, pour la création de places en crèches et elle ajoutait : « L'UDC veut permettre aux femmes de travailler ou de rester à la maison. L'UDC est pour que les femmes puissent choisir, car aujourd'hui la société ne le permet pas ». Enfin, durant la campagne électorale de 2020, chacun des partis jurassiens s'est exprimé en faveur de l'égalité.

La législation suisse n'est pas en reste. Elle prévoit et engage de manière contraignante les cantons afin qu'ils respectent le principe de l'égalité entre femmes et hommes. La Constitution suisse prévoit à l'article 41, alinéa 1, lettre c, que la Confédération et les cantons s'engagent à ce que les familles soient protégées et encouragées. Et à l'article 8, alinéa 3, que l'homme et la femme sont égaux en droit et que la loi pourvoit à l'égalité de droit et de fait en particulier dans les domaines de la famille, de la formation et du travail. Enfin, l'article 6 de notre Constitution jurassienne prévoit également l'égalité entre femmes et hommes. Vous l'aurez compris, la volonté des partis jurassiens et les normes légales sont unanimement positionnées en faveur de l'égalité, en faveur des familles. Le postulat no 438 va justement dans ce sens. Il permettrait une réflexion de fond sur la possibilité de donner à l'ensemble des familles jurassiennes une véritable solution au casse-tête de la conciliation vie professionnelle et vie familiale.

Le monde est en constante évolution. En 2021, nous ne faisons pas face aux mêmes réalités qu'au siècle passé. Rien ne se passe naturellement mais tout se gagne au prix de hautes luttes. Je pense qu'en tant que Jurassiennes et Jurassiens, on est évidemment conscientes et conscients de cela. Il est important de se rappeler que les avancées dont bénéficient les femmes aujourd'hui sont le fruit du travail des générations précédentes.

Aujourd'hui, nous, les femmes, nous pouvons voter, nous pouvons nous vêtir comme on l'entend ou presque, participer à la vie publique et aussi, depuis 1965, nous avons même gagné le droit de travailler sans demander l'accord de notre mari. Bien que cela ne paraisse pas si lointain, il semble que cela devrait faire assez longtemps pour que les schémas traditionnels laissent place aux schémas adaptés à notre époque et aux situations de vie de chacune et chacun. Malheureusement, ce n'est aucunement le cas. L'Office

fédéral de la statistique relevait qu'en 2020 le modèle d'activité professionnelle majoritaire chez les couples était à 57%, celui où l'homme travaille à temps plein et la femme à temps partiel. Ce modèle est suivi de celui où l'homme travaille et la femme est sans activité professionnelle. Ces modèles reflètent des rôles très traditionnels assignés à chaque sexe et résultent, entre autres, du manque de places dans les structures existantes ou du manque de structures adaptées.

J'ai eu l'occasion de récolter des témoignages de Juras-siennes ayant rencontré des difficultés concernant la garde de leurs enfants, faute de structures suffisantes ou adaptées, et leurs récits ne font que confirmer les statistiques de l'OFS. Ainsi, la garde des enfants devient un exercice compliqué. Certaines ont la chance de pouvoir faire appel à leurs familles, d'autres déménagent, certaines cumulent les plans B et le stress qui les accompagnent et d'autres encore abandonnent l'idée de travailler à un taux souhaité.

Donner la possibilité à l'ensemble des familles juras-siennes de bénéficier de l'école à journée continue permet-trait de pallier aux difficultés que les familles rencontrent ac-tuellement. Cette structure, conçue sur la base de modules, permettrait d'être assez flexible pour répondre aux différents types de besoins des familles. Ainsi, les parents auraient la possibilité de placer leurs enfants durant l'ensemble de la journée ou non, mais également de choisir une prise en charge uniquement le matin ou encore uniquement en fin de journée. Vous l'aurez compris, l'idée n'est pas de transférer l'éducation des enfants à l'école ni de rendre ces structures obligatoires, mais bien de permettre, quand cela semble né-cessaire, d'avoir un soutien et une réelle solution de garde.

Lorsqu'on essaie de comprendre le sens d'un article de loi, on analyse sa genèse. Ici, je me demande quel Jura nous avons imaginé pour les familles à sa naissance. A en croire les discours et les actes historiques, il s'agissait d'un canton ouvert et progressiste. C'est d'ailleurs en même temps que la création de la République et Canton du Jura en 1979 que le Bureau de la condition féminine est né et a été entériné dans la Constitution jurassienne. C'était une première en Suisse. Aujourd'hui, il est essentiel de garder à l'esprit les valeurs fondamentales de notre Etat et de rester ce jeune canton ouvert, progressiste et précurseur.

Enfin, chères et chers collègues, vous pouvez choisir de définir que ce projet représente un coût, mais ceci est en fait une question de perception, car en réalité il s'agit plutôt d'un investissement. Un investissement tourné vers l'avenir qui permettrait de respecter les engagements légaux auxquels nous sommes liés, mais également les engagements pris envers les Jurassiennes et envers les Jurassiens. Auriez-vous été de celles et ceux qui refusaient la création de notre canton car nous n'en avions pas les moyens ? Je vous pose aujourd'hui cette question. Moi, je ne crois pas. Tous les choix que nous avons faits en 1979, nous rapportent à toutes et tous aujourd'hui. Ici, la situation est semblable. Ce que nous investissons aujourd'hui nous rapportera demain à plusieurs niveaux.

Tout d'abord, l'école à journée continue aurait un impact fiscal positif. Les employés des écoles paient des impôts sur le revenu, les parents continuent à travailler et paient des impôts aussi sur le revenu. Les mères n'arrêtent plus leur carrière, ce qui ne crée pas un manque à gagner en termes fiscaux et de retraite. Elles ne rencontreront plus non plus de problème de carrière dû à une longue interruption profes-sionnelle. Et enfin, les familles peuvent viser un revenu plus

élevé, ce qui peut également avoir un impact sur les de-mandes d'aide sociale qui baisseraient.

L'école à journée continue permettrait de rendre notre canton plus attractif dans le cadre du projet « Repenser l'Etat » mais également dans d'autres réflexions. Le Gouver-nement a fréquemment mis en avant le besoin pour le Jura d'éviter la fuite de ses jeunes qualifiés, tout en réussissant à attirer de nouveaux contribuables. Si des externes viennent s'installer dans le Jura, c'est pour profiter du cadre de vie mais aussi pour concilier vie professionnelle et vie familiale. Nous n'avons pas l'attractivité des pôles urbains mais nous avons d'autres atouts. Cette proposition va exactement dans ce sens en rendant le Jura plus attractif pour les familles vi-vant actuellement en dehors du canton. Une politique de promotion pour une région doit inclure des possibilités en termes d'éducation, de structures d'accueil et de formation. Pour toutes ces raisons et pour bâtir ensemble le Jura de demain, je vous invite à accepter le postulat.

M. Martial Courtet, ministre de la Formation, de la Cul-ture et des Sports : Selon l'article 48 de la loi sur l'école obli-gatoire, le Gouvernement peut, en concertation avec les communes, puisque c'est surtout elles qui payent dans le dossier dont nous parlons aujourd'hui, et les autorités sco-laires locales concernées, autoriser la mise en place d'une organisation de l'école obligatoire selon le principe de la journée à horaire continu. Dans les faits, ce type d'organisa-tion existe, typiquement pour les plus âgés avec l'exemple du Collège Thurmann à Porrentruy depuis quelques années. Par ailleurs, cela existe également dans les cercles scolaires jurassiens puisque nous en dénombrons 24 sur 31 qui comptent une unité d'accueil pour écoliers et écolières.

Puisque l'on faisait allusion à Moutier, les habitants de Moutier, on l'a dit d'ailleurs dans la campagne, n'ont pas de souci à se faire. Le cas échéant, l'encadrement des enfants en dehors du temps scolaire est déjà largement possible et déjà largement mis en place dans le Jura.

Ceci dit, cet accueil est structuré en six modules qui s'ar-ticulent autour des différents temps scolaires. Dans le mo-dèle jurassien, bien évidemment qu'il y a une différence, et c'est ce dont on a essayé de parler, une différence entre le modèle jurassien et le modèle bernois. Dans le modèle ju-rassien, on peut estimer que les usagers financent environ 30% du coût total de ces structures, le solde étant à la charge des communes et de l'Etat. A titre d'exemple, je re-viens encore une fois sur la question de Moutier, pour la structure qui est en place dans la ville de Moutier. Durant l'année scolaire 2019-2020, ces frais représentaient un montant de 1,4 million de francs. La part cantonale étant de 690'000 francs et la contribution des communes de 400'000 francs, le reste, 310'000 francs, à la charge des parents.

En termes de prestations, l'école à journée continue ber-noise et les unités d'accueil pour les écoliers jurassiens sont assez semblables en ce sens qu'elles permettent un accueil modulaire en complément du temps scolaire. Le découpage est toutefois un peu plus fin dans le modèle à journée conti-nue tel qu'il est pratiqué dans le canton de Berne puisque ce sont neuf modules différents qui sont proposés à Moutier contre six dans le canton du Jura. Les tarifs pratiqués sont proches. Les différences principales sont les suivantes.

L'école à journée continue prévoit un accueil jusqu'au terme de la scolarité obligatoire alors qu'il est limité dans le canton du Jura à l'école primaire. Le droit cantonal jurassien ne prévoit pas une obligation pour les communes de mettre

en place un dispositif d'accueil dès qu'une demande suffisante est attestée, au contraire du droit bernois qui prévoit une telle obligation dès que dix élèves ont besoin de cette prestation. Le rattachement administratif n'est pas le même dans l'école à journée continue puisqu'il est du ressort de l'instruction publique côté bernois, et les unités d'accueil côté jurassien relèvent de l'action sociale. Dernier point, les modalités de financement sont différentes, notamment par le fait que le canton du Jura ne prévoit pas de parts préciputaires à charge des communes sièges.

Ainsi, sur la base des informations à disposition et en réalisant une projection linéaire en fonction de la population, on pourrait estimer les coûts totaux d'une reprise du modèle d'école à journée continue à environ 14 millions de francs chaque année. Actuellement, le coût total des unités jurassiennes d'accueil pour écolières et écoliers se monte à environ 8 millions. Sur la base de ces chiffres, on peut donc considérer qu'une reprise intégrale du modèle bernois, l'école à journée continue engendrerait un coût annuel de l'ordre de 6 millions de francs, dont 4 millions à la charge des collectivités publiques.

L'Etat offre cette possibilité, c'est déjà le cas, nous y sommes favorables. Mais ici, par rapport aux communes et par rapport aux frais communaux, c'est peut-être aussi ça qu'il faut bien prendre dans cette équation assez complexe, c'est le fait que les communes devraient, bien sûr, en frais de fonctionnement, payer une bonne part. En plus, c'est à elles que reviendraient les charges, notamment pour la construction du type Thurmann, d'un restaurant scolaire. Il y a une subvention de l'Etat mais bien évidemment les charges sont imputables aux communes.

De ce fait, si ce postulat est accepté comme le prône également le Gouvernement, il faudra, dans une consultation ou un sondage, prendre en compte ce qu'en pensent les communes, parce qu'il faut être clair qu'une grande partie de ces charges leur reviendront. Ceci étant précisé, il est évident que l'enjeu pour ces prochaines années réside dans le développement d'une offre d'accueil qui s'articule en complément de l'horaire scolaire, qui ne présente qu'une faible dimension éducative et qui puisse se déployer à large échelle et à moindres coûts. Ainsi, une réflexion relative à la prise en charge des éléments en dehors du temps d'enseignement est déjà en cours entre les départements concernés. Ce concept réfléchira en particulier à une offre d'accueil parascolaire avant l'école le matin, durant le temps de midi et après l'école l'après-midi. Par ailleurs, le projet d'autonomisation des directions des écoles obligatoires, qui sera prochainement soumis au Parlement, comporte un volet relatif à la prise en charge des élèves en dehors du temps d'enseignement par le développement au sein des communes de prestations parascolaires.

Aux yeux du Gouvernement, cette thématique est donc largement prise en compte avec ces deux projets dont je viens de parler. En conclusion, il est à relever que le projet tel que présenté aurait pour conséquence d'entraîner des charges assez conséquentes, aussi bien pour l'Etat mais surtout pour les communes qui ne sont pas là pour prendre la décision. Nous pensons qu'il faut également faire cette démarche auprès d'elles et dire que si les communes jurassiennes sont intéressées par ce modèle de prise en charge, le Gouvernement est bien sûr prêt à étudier cette mise en place. Conformément aux engagements pris, les structures existantes à Moutier et donnant satisfaction peuvent être

étudiées et, le cas échéant, proposées aux autres communes. Au vu de ce qui précède, le Gouvernement propose d'accepter ce postulat.

M. Romain Schaer (UDC) : Le postulat no 438 est très intéressant et plein de bonne volonté. Chère camarade députée Hanini, votre désir est louable. Il peut paraître aussi idéal. Dans la réalité, votre demande va coûter un saladier à l'Etat mais surtout aux communes et nous ne parlons pas non plus des parents. La mise à disposition de cantines relève d'investissements colossaux pour les communes. Regardez seulement les crèches actuellement et leur situation financière. Et en tant que maire de commune, je vous assure que les exercices de recherche d'enfants pour remplir les périodes creuses sont dignes d'un exercice d'état-major.

Quant à votre volonté de voir l'école se transformer en école à journée continue, elle n'est pas du goût de tout le monde, car certains parents préfèrent voir leurs enfants manger en famille plutôt que de les voir en cantine. Bien évidemment, ancien modèle, bla-bla-bla. Mais dans nos régions campagnardes, telles que La Baroche, des villages qui sont espacés de cinq à dix minutes, vous pouvez largement bien comprendre que certains parents sont heureux, également moi ou nous, sont très agréablement surpris de voir nos enfants arriver pour manger.

Dans cette optique, la majorité bien évidemment de l'UDC, vu que l'on est des vieux renards et que l'on ne comprend rien dans les familles, soutiendra non pas votre postulat mais soutiendra les communes pour se défendre, parce que l'aspect financier, on paraît bien avec des belles paroles, mais est très important et aussi pour les années prochaines. Je ne suis pas le seul maire ici au milieu de cet hémicycle. Nous savons que nos budgets vont être extrêmement tendus, pas simplement au niveau cantonal mais communal. Et lorsque vous devrez présenter en commune un investissement pour une cantine parce que le nombre de places ne sera pas suffisant, ou comme dans notre commune, par exemple ici, La Baroche, nous n'avons pas de cantine à disposition. Donc seulement déjà cet investissement-là vous tue. L'idée est excellente. Monsieur le Ministre l'a aussi souligné. Le canton est d'accord vu que ce sont les communes qui vont financer la bête. Alors je vous remercie, Cher Ministre, de nous appuyer dans cette démarche, encore une fois très louable mais peu réaliste.

M. Ernest Gerber (PLR) : La mise en place de structures d'accueil pour l'école à journée continue est à notre sens une compétence de niveau communal et doit le rester. Ces frais sont portés à la répartition des charges entre le Canton et les communes. Pour les petites communes, le coût de ces structures peut très vite s'avérer beaucoup trop important et dans le contexte financier actuel, notamment du Canton mais également de certaines communes, il nous semble mal venu d'imposer ces structures dans l'ensemble des cercles scolaires. Ce sont des contraintes qui coûtent chères. Ce n'est pas à l'Etat de les imposer. Nous sommes d'avis que chaque cercle doit pouvoir s'organiser comme il le souhaite et selon ses besoins et possibilités propres. Nous refuserons donc le postulat.

Mme Pauline Godat (VERT-E-S) : Le postulat no 438 de notre collègue Leïla Hanini nous semble tout à fait pertinent. L'arrivée de Moutier dans notre canton et la promesse du Gouvernement jurassien de maintenir l'école à journée continue à Moutier sont le point de départ de la demande de

notre collègue. Nous constatons que l'organisation familiale évolue, même si certains, que je ne citerai pas, souhaiteraient que le chemin traditionnel perdure, à savoir l'homme au travail, la femme au foyer. De plus en plus de mères travaillent également. Cela peut être un choix, l'envie de s'affirmer au-delà de la sphère familiale, de s'investir professionnellement et de gagner en indépendance. Mais cela peut être également une nécessité. La paupérisation de la société entraîne avec elle le besoin des familles à travailler davantage pour subvenir à leurs besoins. Dans tous les cas, des solutions de garde doivent pouvoir être proposées aux familles jurassiennes qui doivent faire garder leurs enfants.

Le Gouvernement, dans sa réponse à cette intervention, explique que 24 cercles scolaires primaires jurassiens disposent déjà d'une unité d'accueil pour les écoliers. Il est important de préciser que cela ne peut être considéré comme de l'école à journée continue. Effectivement, actuellement aucun établissement scolaire ne propose ce type de structures d'accueil. Or, l'école à journée continue présente plusieurs avantages. Elle complète l'offre en crèches et structures d'accueil parascolaires. Il n'est en effet pas toujours possible pour les familles jurassiennes d'obtenir une place en structures d'accueil parascolaires puisque celles-ci sont limitées et pas toujours disponibles dans les communes. Une prise en charge complète durant la journée est proposée avec, par exemple, le repas de midi, des activités selon l'âge et surtout l'aide aux devoirs. Elle est une chance en matière de réduction des inégalités sociales. En effet, les enfants ne sont pas tous logés à la même enseigne en dehors de l'école. Les contextes sociaux, économiques, psychologiques de l'enfant ne sont pas pareils dans tous les ménages. N'oublions pas que certains parents travaillent à plein-temps pour subvenir à la famille et que leurs enfants disposent donc de moins de soutien parental pour les devoirs. Par exemple, certains enfants se retrouvent seuls également à midi.

Finalement, cela permet également aux parents de mieux concilier la vie familiale et la vie professionnelle et de contribuer au développement économique du canton. Il nous semble donc important d'étudier la possibilité de mettre en place une offre de garde pour toutes les familles qui le souhaitent en reprenant l'exemple du modèle de Moutier. C'est pourquoi nous soutenons le postulat de notre collègue Leïla Hanini et nous vous invitons à en faire de même.

M. Vincent Eschmann (PDC) : Le groupe démocrate-chrétien s'est penché attentivement et à plusieurs reprises sur le postulat no 438 qui demande au Gouvernement d'étudier la possibilité d'une mise en place de l'école à journée continue dans l'ensemble des cercles scolaire du Jura, notamment sur la base de l'exemple de Moutier. Comme le mentionne le Gouvernement dans sa prise de position, une extension de l'offre à toutes les communes ainsi qu'aux élèves du secondaire I aurait pour effet d'augmenter fortement les charges de l'Etat et des communes alors que des réflexions sont en cours pour trouver des mesures d'économie. Faut-il vraiment soutenir ce genre d'intervention en sachant que celle-ci va engendrer 4 millions de francs à charge des collectivités publiques, en particulier pour les communes ?

D'autre part, la loi sur l'école obligatoire, à son article 48, alinéa 3, offre déjà la possibilité de l'école à journée continue. Le Service de l'enseignement accompagne si besoin les communes dans cette démarche. Or, si les dispositions légales existent, pourquoi déposer un postulat demandant

une étude ? Aux yeux de certains, il n'y a pas de raison d'imposer un même système dans toutes les communes alors que celles qui le souhaitent peuvent déjà le mettre sur pied. Certains estiment aussi que l'on se décharge beaucoup sur les écoles, que les besoins ne sont pas les mêmes partout, que c'est très lourd administrativement pour les communes, sans parler des infrastructures à mettre sur pied là où elles n'existent pas. Il faut aussi relever ici que les enfants concernés passent déjà de longues journées hors du cadre familial, parfois de 6 heures à 18, école et structure d'accueil incluses et que, là où cela est possible, une pause à domicile auprès d'un membre de la famille est très appréciée.

D'autres questions sont apparues dans notre groupe. Est-ce que nous devons lancer une telle étude alors qu'une réflexion relative à la prise en charge des élèves en dehors de l'enseignement est déjà en cours entre les départements concernés ? Faut-il anticiper le projet d'autonomisation des directions des écoles obligatoires qui nous sera prochainement soumis alors que, justement, il comporte un volet relatif à la prise en charge des élèves en dehors du temps d'enseignement par le développement, au sein des communes, des prestations parascolaires ?

L'engagement de soutenir un équilibre entre famille et travail nous tient évidemment à cœur. Toutefois, la situation actuelle ne permet pas de reprendre un modèle sans tenir compte de ses incidences financières. Il nous apparaît donc fondamental de poser un cadre visant à préciser les contours d'une telle mise en place si elle devait se réaliser et de bien étudier la possibilité, comme l'a écrit notre collègue dans son intervention où figurent le mot « étude » et le mot « possibilité ».

Par conséquent, l'étude devrait tenir compte de ce qui est possible ou pas pour les autres cercles scolaires de notre canton que celui de Moutier, eu égard aux limites que nous imposera notre future planification financière. En conclusion, à l'image de ce que je viens d'exposer, le groupe démocrate-chrétien reste partagé.

M. Raoul Jaeggi (PVL) : Je suis souvent étonné de ce que j'entends quand des postulats sont proposés ou des motions qui demandent des études. On fait des critiques sur la forme et quand ça répond à tout ce que ça doit répondre, c'est-à-dire que l'on veut étudier quelque chose et que l'on propose un postulat, alors on cherche ailleurs tous les motifs pour ne pas le faire. Pour moi, un postulat c'est une étude qui mérite d'être faite.

Nous sommes, pour la commune de Haute-Sorne, une des grandes communes du canton qui gagne des habitants, contrairement à Porrentruy qui en perd, qui gagne des habitants mais qui gagne des problèmes d'accueil pour les enfants, et cette proposition d'étude est très pertinente. Au niveau de la Maison de l'Enfance à Haute-Sorne, nous avons une liste d'attente conséquente. Des gens qui arrivent du canton de Berne ne s'attendaient pas à ce cas de figure et pensaient qu'il y avait de toute façon une place pour eux.

Enfin bref, tout cela pour dire qu'au-delà de toutes les critiques financières que l'on peut faire aujourd'hui, l'étude nous montrera si c'est possible ou pas, combien ça coûte et, à ce moment-là, il sera temps de décider ce que nous devons faire. En ce qui me concerne, j'accepterai ce postulat.

M. Martial Courtet, ministre de la Formation, de la Culture et des Sports : On a entendu beaucoup de choses. Je dois dire que je suis un peu surpris de la tournure et des

propos à la tribune par rapport au postulat. Dans l'explication, Madame la Députée, vous alliez beaucoup de choses : « le Jura 1979 », « Repenser l'Etat », « l'école à journée continue ».

Notre idée était de dire de toute façon, et on l'a dit dans la campagne par rapport à Moutier, que ce qui existe à Moutier on doit pouvoir le refaire avec les bases légales que nous avons dans le Jura. Votre postulat arrive et on se dit que l'on peut aussi le prendre pour étudier cela globalement. Mais le but premier du Gouvernement, si ce postulat est accepté, c'est de laisser cette possibilité à Moutier pour qu'ils ne soient pas prétérités dans la situation qu'ils ont actuellement. Nous pensons qu'avec les bases légales actuelles, et là je ne suis pas d'accord avec Madame la députée Godat qui dit que, oui, j'ai fait allusion aux 24 unités dans les cercles primaires, mais à l'école secondaire ça existe aussi. L'exemple de Thurmann est très intéressant. Il s'agit bien d'une école à journée continue. C'est vraiment ce qui est en place à Thurmann mais l'infrastructure scolaire, la communauté scolaire a mis les moyens, et là je rejoins les propos de Romain Schaer. Ils ont dû mettre les moyens pour installer ce restaurant scolaire et ce sont des frais pour les communes. Je ne suis pas tout à fait d'accord avec lui quand il dit que c'est une façon de refiler la patate chaude aux communes. Si je donne les chiffres, sur ces 6 millions de différence, 2,88 millions sont pour le Canton, sur l'estimation et la projection, et disons 1,12 million pour les communes. Donc, la part reste cantonale mais c'est vrai qu'en termes d'investissements, et ça c'est juste, s'il y a des investissements à faire, ce sera pour les communes.

Dans ce sens, nous pensons qu'il est tout à fait faisable pour Moutier de permettre ceci et dans ce que j'ai entendu à la tribune, c'est cela qui nous désarçonne un peu, c'est le fait que l'on parte dans quelque chose d'encore beaucoup plus large. Vous parlez de l'ensemble des familles jurassiennes et cela pose question. Le postulat devrait permettre de pouvoir aller au-delà de ça. Je tenais quand même à monter à la tribune pour relativiser un peu le pourquoi de l'acceptation de ce postulat par le Gouvernement.

Mme Leïla Hanini (PS) : Je vous remercie chères et chers collègues pour vos différentes interventions. Merci Monsieur le Ministre. J'aimerais préciser une chose. Vous avez parlé effectivement de l'UAPE, qui est une unité d'accueil pour écoliers. Effectivement, c'est en place aujourd'hui, mais l'école à journée continue c'est quelque chose de différent. L'UAPE intègre différentes choses, dont vous avez fait mention par la suite dans vos propos, Monsieur le Ministre, comme un lien plus accru avec l'école, par exemple, et des activités proposées et non seulement un repas ou juste une sorte de gardiennage. Ça c'est la première chose.

Pour répondre à mon collègue Romain Schaer, vous me parlez d'idéal. Pour moi, un idéal c'est quelque chose qui n'est pas forcément réalisable mais qui reste du régime de l'utopie. Ici, ce projet qui est proposé est déjà réalisé ailleurs. C'est bien la preuve que ce n'est pas un idéal mais bien quelque chose de concret qui est réaliste. Vous dites aussi que l'école à journée continue n'est pas du goût de tout le monde. J'entends bien. Malheureusement, tout le monde n'a pas la chance d'être chef d'entreprise. Il y a aussi des familles où les parents sont des ouvriers, des ouvrières et malheureusement travaillent du matin au soir et ne peuvent pas forcément à midi accompagner leurs enfants pendant le repas. Cette structure n'est pas du tout obligatoire, je l'ai déjà dit avant mais je le répète parce que peut-être que vous

n'avez pas bien compris, Monsieur Schaer. Ce sont des modèles flexibles qui permettent à toutes les familles de choisir le modèle qui convient au mieux. Ce n'est pas une obligation, on peut très bien choisir de ne pas du tout y mettre ses enfants mais c'est vraiment sur la base d'un choix personnel.

Ensuite, ça coûte cher. Je crois que l'on va encore entendre ça encore et toujours. Oui, ça coûte cher. Les subventions dans le domaine agricole coûtent cher aussi, les subventions aux entreprises coûtent cher aussi. Mais pour autant, je ne crois pas que vous seriez de l'avis que c'est quelque chose où il faudrait couper. Le postulat parle d'une école à journée continue, de donner la possibilité aux parents d'avoir des structures d'accueil pour leurs enfants et c'est, à mon avis, une tâche régalienne de l'Etat que de proposer à la population de telles structures pour avoir une vie qui semble plus digne.

Ensuite, pour répondre aux propos de Monsieur Eschmann, vous dites que c'est imposer un système aux communes. Non. De nouveau, ces structures ne seront pas ouvertes si les parents des communes en question ne demandent pas ou ne semblent pas avoir le besoin d'une telle structure. Les communes vont lancer un appel aux parents qui y vivent et ensuite la décision sera prise en fonction du besoin. Ça ne sera pas obligatoirement mis en place. Vous avancez aussi l'argument du coût. Je vous rappelle que pour retrouver une situation financière plus saine, on devra faire des coupes. Mais il n'y a pas que ça. Il y a aussi la recherche de recettes qui est un élément très important et qu'on oublie très souvent. Je crois que je l'ai déjà expliqué avant, je ne vais pas revenir en détail sur le pourquoi de ce projet qui rapportera aussi des nouvelles recettes pour notre Canton. Je crois qu'il ne faut pas oublier aussi ces pistes-là parce qu'elles sont, à mon avis, très importantes.

Ensuite, pour l'aspect administratif lourd, alors oui, mais est-ce qu'un jour on s'est dit qu'il ne faut pas ouvrir le Service des contributions parce que le travail administratif sera trop lourd et trop compliqué pour l'encaissement ? Je ne crois pas.

Au vote, le postulat no 438 est rejeté par 30 voix contre 25.

19. Question écrite no 3408

Tenue correcte exigée !

Jelica Aubry-Janketic (PS)

L'actualité¹ de ces derniers temps dans différents médias montre que l'habillement à l'école fait régulièrement débat et ce même au-delà des frontières cantonales !

Plus proche de nous, nous apprenions par la radio locale² qu'un collège de la région édictait depuis cette récente rentrée scolaire un nouveau code de conduite vestimentaire, en complétant le point du règlement de deux pictogrammes indiquant les parties du corps qui doivent être couvertes, of-fusquant ainsi plusieurs élèves, parents et parfois même des enseignant-e-s.

Ce sont en effet ces pictogrammes qui font grincer des dents. Si l'on peut saluer le fait que les schémas représentent les deux sexes et peuvent démontrer une certaine volonté d'appliquer une égalité entre les sexes, on s'aperçoit tout de même que ce code vestimentaire stigmatise essentiellement les jeunes filles et démontre ainsi une communication « ratée » !

Cela partait pourtant certainement d'une bonne intention de la direction, en permettant aux élèves et enseignant-e-s d'appréhender « cette problématique » en s'appuyant sur une règle claire. Car souvent, ces restrictions sont justifiées par la notion de décence, sans que celle-ci ne soit véritablement définie, tant elle est personnelle à chacun-e.

Il est utile également de préciser que nous ne contestons aucunement le fait que l'école doit être un lieu où enseignant-e-s et élèves doivent être vêtu-e-s d'une tenue convenable. Mais que veut dire convenable ?

Dans le Jura comme ailleurs en Suisse ou dans le monde, les adolescentes vivent sous le poids d'injonctions contradictoires. Elles doivent être féminines, mais pas trop, décentes, mais pas trop. Qui leur dit qu'elles sont libres ? Quand comprendra-t-on que les fillettes, les jeunes filles, les femmes ne portent pas le poids de « l'indécence », et que celle-ci réside dans le retard d'une société patriarcale ?

Pour faire évoluer ces représentations, une réflexion collective en milieu scolaire sur la manière dont on regarde le corps de l'autre, et les stéréotypes associés aux vêtements, est nécessaire. Car l'école doit non seulement s'abstenir de reproduire cette pression, mais elle doit aussi être un lieu où l'on enseigne le respect de la personnalité de chacun. Un lieu où les jeunes peuvent s'épanouir et se renforcer, un lieu où enseignant-e-s et élèves doivent pouvoir faire abstraction de la tenue vestimentaire de l'autre et doivent se respecter mutuellement quel que soit la tenue portée.

Des règles sont bien évidemment nécessaires à une saine vie scolaire. Mais dans les faits, comme le souligne un rapport³ de l'UNICEF, les inégalités de genre commencent très tôt, et ces injonctions vestimentaires pèsent davantage sur les filles.

Actuellement et selon le chef du Service de l'enseignement, Monsieur Fred-Henri Schnegg, le modèle cantonal de règlement type prescrit : « Une tenue vestimentaire et une apparence, appropriée et non provocante, exigée de toutes et tous ». Ce qui laisse effectivement une grande marge d'interprétation, avec une vision pouvant largement différer selon les enseignant-e-s. Il est donc intéressant d'interroger cette notion de tenue « appropriée et non provocante » qui peut empiéter sur les libertés individuelles, et assigner une valeur au corps des élèves et en particulier à celui des jeunes filles.

Quant à l'adjectif « provocant », il ne peut à notre sens s'appliquer uniquement au fait de porter des tenues représentant la violence, la drogue, la pornographie ou les discours de haine.

Légiférer sur un nombril à l'air nous paraît inopportun et démontre une dictature de la minorité. Pourquoi ne pas instaurer un dialogue entre enseignant-e-s et élève-s afin de réfléchir ensemble en classe au lieu de se contenter d'interdire ? C'est ce que font déjà certaines écoles et cette démarche devrait, selon nous, devenir la norme.

La déconstruction des stéréotypes de genre est cruciale. Estimer naturel que des élèves soient ingérables à la seule vue d'un nombril ou d'un décolleté et, de ce fait, bannir différentes tenues, ce n'est pas rendre service aux futurs hommes et femmes qu'ils deviendront. C'est d'une part une forme de stigmatisation qui les vise et, d'autre part, rater l'opportunité de les rendre sensibles au respect de l'autre, quelle que soit sa tenue. Il en est d'ailleurs de même pour leurs enseignant-e-s.

Sans remettre en question l'indépendance des directions des écoles face aux réalités du terrain, ni le fait que des règles soient nécessaires en milieu scolaire, il nous paraît opportun d'avoir des éclaircissements à ce sujet, étant donné que la pratique ne semble pas identique dans tous les établissements.

Aussi, nous invitons le Gouvernement à répondre aux questions suivantes :

1. Le Gouvernement a-t-il eu connaissance de débordements liés à la tenue vestimentaire d'élèves dans le collège en question (Thurmann) ?
2. Est-ce que le Gouvernement serait prêt à préconiser au niveau cantonal l'utilisation d'un code vestimentaire non-sexiste et de promouvoir le débat et la conciliation au « cas par cas », plutôt que de tels règlements ?
3. Est-ce que cette thématique a déjà été débattue lors d'une séance de la Conférence intercantonale de l'Instruction publique (CIIP) ?
4. Le Gouvernement entend-il unifier les réglementations dans les différents établissements scolaires ?
5. Pensez-vous qu'une différenciation pourrait être faite entre l'école des degrés primaire, secondaire ou post-obligatoire ?
6. Quelle est la marge de manœuvre des directions d'établissement et comment est-elle contrôlée ?
7. Quelles sanctions peuvent prévoir les établissements en cas de non-respect de ces règlements ?

Nous remercions par avance le Gouvernement pour ses réponses.

¹ 19h30 - Décolletés, dos-nus ou crop-tops interdits à l'école. Certains établissements sont accusés de sexisme. - Play RTS

² Le collège Thurmann serre la vis sur les tenues - RFJ votre radio régionale

³ <https://www.unicef.fr/article/inegalites-femmes-hommes-ca-commence-des-l-enfance>

Réponse du Gouvernement :

Les différentes interrogations posées au Gouvernement font suite à deux pictogrammes, établis par la direction du Collège Thurmann à Porrentruy et distribués aux élèves lors de la dernière rentrée scolaire. Ces pictogrammes indiquent les parties du corps qui doivent être couvertes dès la rentrée scolaire 2021-2022, ceci afin de clarifier la notion de « tenue vestimentaire et d'apparence appropriée et non provocante exigée de toutes et tous » figurant dans le règlement scolaire type mis à disposition par le Service de l'enseignement. La direction a procédé à l'adaptation de son règlement suite aux indications fournies par ledit service.

Conformément aux articles 109, 118 de la loi sur l'école obligatoire (LEO, RSJU 410.11) et 225 de l'ordonnance scolaire (OS, RSJU 410.111), la commission d'école propose le règlement scolaire. Pour les écoles secondaires, le syndicat de la communauté les approuve. En complément à ce règlement scolaire, des directives spécifiques peuvent être édictées par la direction de chaque établissement scolaire.

Il est précisé que la commission d'école a examiné ces deux pictogrammes et les a approuvés à l'unanimité tout récemment dans sa séance plénière et qu'un collectif, composé d'une forte majorité d'enseignantes dudit Collège, a témoigné par écrit de son soutien à la décision prise par la direction.

Le Service de l'enseignement met à disposition des écoles un modèle de règlement scolaire qui stipule qu'une

tenue vestimentaire ainsi qu'une apparence appropriée et non provocante peut être exigée de toutes et tous. Une tenue vestimentaire doit être conforme au cadre légal, dénuée de toute forme de violence verbale ou à caractère raciste, sexiste, ostentatoire ou homophobe.

A cet effet, la plupart des règlements scolaires des écoles du canton du Jura ainsi que ceux d'autres cantons prévoient des dispositions en la matière; ceci afin de clarifier la notion de tenue vestimentaire correcte, qui comporte une part de subjectivité. Comme le relève le supplément à venir de « L'école de l'égalité » sur les tenues vestimentaires, l'école, en tant qu'institution investie d'une mission instructive mais également d'une mission éducative, doit pouvoir s'emparer de la question des codes vestimentaires. Ainsi, les enseignant-e-s et les directions d'école sont habilité-e-s à définir si une tenue est acceptable ou non dans le cadre scolaire. Selon les écoles, les élèves sont parfois impliqué-e-s dans l'élaboration de ces dispositions. Il semble important à l'avenir de valoriser cette réflexion commune afin de dégager un sens partagé, ne véhiculant pas d'inégalités de genre.

La démarche entreprise par la direction du collège Thurmann va dans ce sens et ne vise en aucun cas à stigmatiser les élèves.

Il est en effet primordial que cela n'amène pas à une inégalité de traitement entre filles et garçons. Le Gouvernement ne saurait tolérer que des écoles appliquent le règlement de manière différenciée selon le sexe ou donnent plus de poids dans le règlement aux habillements des filles qu'à celui des garçons.

Le Gouvernement répond aux différentes questions comme suit.

Réponse à la question 1 :

Non, le Gouvernement n'a pas eu connaissance de tels débordements. Par contre, l'autorité de surveillance du Collège Thurmann, soit la commission d'école, avait connaissance de tels débordements, raison pour laquelle elle a confirmé à l'unanimité son soutien à la direction dans sa séance du 20 septembre 2021.

Réponse à la question 2 :

Le Gouvernement estime que l'utilisation de pictogrammes pour définir un code vestimentaire ne constitue pas une atteinte sexiste. Ces pictogrammes délimitent les parties du corps qui doivent être vêtues. Ils évitent une discrimination entre filles et garçons puisque tous les élèves sont traités de façon identique. Au niveau cantonal, il précise que la Conférence romande des Bureaux de l'égalité « *égalité.ch* » va sortir très bientôt un complément à « L'école de l'égalité », qui porte pour titre « Tenues vestimentaires : des codes et des choix ». Ces propositions pédagogiques à destination du secondaire I et II permettent justement d'ouvrir le débat autour des questions liées aux tenues vestimentaires avec les élèves ; l'idée étant de faire émerger un sens partagé autour de la question d'une tenue adaptée au cadre scolaire. Le Gouvernement encourage les écoles à travailler cette question de manière concertée avec les élèves en abordant avec elles et eux divers éléments, et notamment des aspects en lien avec des questions de genre et d'égalité entre femmes et hommes.

Réponse à la question 3 :

Non, cette thématique n'a jamais été débattue lors d'une séance de la CIIP.

Réponse à la question 4 :

Non, le Gouvernement estime que la ligne donnée par le Service de l'enseignement suffit (mise à disposition de chaque établissement d'un règlement scolaire type). La volonté de ne pas tout centraliser va également dans le sens du projet d'autonomisation des directions d'établissements scolaires.

Réponse à la question 5 :

La thématique de la tenue vestimentaire se pose tant dans le secondaire I que dans le secondaire II et mérite, de ce fait, d'être abordée. Les propositions pédagogiques des Bureaux romands de l'égalité vont également dans ce sens. La tenue vestimentaire ne soulève pas forcément les mêmes questions dans les degrés primaires, mais il paraît important d'y discuter des stéréotypes de genre et des discriminations liées aux tenues et aux codes vestimentaires.

Réponse à la question 6 :

La marge de manœuvre des directions dans ce domaine est contrôlée par les commissions d'école et les syndicats scolaires.

Réponse à la question 7 :

Le dialogue doit prévaloir. Les élèves qui ne se présentent pas en classe dans une tenue vestimentaire appropriée sont invité-e-s à corriger leur tenue pour le lendemain. Si cela se reproduit, une sanction pourra être prononcée, comme par exemple, un travail de réflexion à réaliser à domicile, en application de la loi et de l'ordonnance scolaire.

En conclusion, le Gouvernement réitère sa confiance aux autorités scolaires, aux directions et aux enseignant-e-s qui ont les qualités professionnelles pour gérer les situations diverses et sensibles avec pondération et bon sens. Il partage également l'avis du collectif d'enseignantes du Collège Thurmann : il n'y a pas forcément de mauvaises tenues, uniquement des endroits et des moments opportuns pour les porter.

Mme Jelica Aubry-Janketic (PS) : Je suis partiellement satisfaite.

20. Motion no 1373

Pour une prévention efficace face aux petits crédits
Lisa Raval (PS)

Bien qu'entraînant des conséquences sociales néfastes, l'accès aux petits crédits est relativement facile en Suisse. Contracter un petit crédit n'est pourtant pas anodin et peut conduire les personnes concernées à des situations critiques.

La publicité pour ce type de produits contribue à normaliser et banaliser ce phénomène de société tout en risquant d'inciter les personnes ciblées à sous-estimer les dangers qui y sont liés. Renoncer à ces procédés publicitaires permettrait d'agir en amont en renforçant la conscientisation de la population quant aux risques liés à ce type de publicité et des conséquences qui en découlent.

Selon les chiffres de l'Office fédéral de la statistique, les personnes étant en situation d'endettement ou de surendettement comptent souvent parmi des publics déjà précarisés, notamment les personnes à faible revenu, les familles monoparentales ou les familles nombreuses. Cela constitue donc un problème de société qui menace d'exclusion sociale et économique ces publics déjà fragiles. Les causes de l'endettement et du surendettement sont nombreuses, mais le petit crédit en fait sans nul doute partie. Il est dans l'intérêt de l'ensemble de la société de s'efforcer de limiter ses conséquences négatives.

Le Canton du Jura agit déjà en matière de lutte contre le surendettement au moyen de son service spécialisé dans la lutte contre le surendettement. Parmi ses principales missions figurent l'assainissement financier et l'accompagnement budgétaire et social. Le service a également pour tâche de dresser des statistiques et un état des lieux régulier du surendettement et des mesures d'accompagnement mises en œuvre. Il pilote également des projets de prévention. Pour renforcer son action, le Gouvernement a également créé une commission permanente de lutte contre le surendettement. Le mandat de cet organisme unique en Suisse consiste à décider des options stratégiques à prendre pour veiller à la cohérence globale des politiques de lutte en matière de surendettement. Ces efforts en matière de prévention sont importants et utiles, et il n'est pas acceptable que certains types de contenus publicitaires remettent en cause leur impact positif. Une interdiction va donc dans le sens d'une politique cantonale de prévention cohérente.

Cette motion n'a pas pour objet de s'opposer à la liberté de commerce mais vise un problème public prépondérant. Les conséquences de ce phénomène de société tant au niveau collectif qu'individuel sont importantes, rendant la régulation de ces pratiques publicitaires légitime. Bien que le domaine relève en grande partie du droit fédéral, le Canton du Jura pourrait faire en sorte que les contrats signés entre les communes et les sociétés d'affichage contiennent une clause interdisant ce type de publicités sur le domaine public.

Nous demandons au Gouvernement, dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif cantonal de lutte contre le surendettement, de proposer une modification législative visant à interdire la publicité pour les crédits à la consommation, et en particulier les petits crédits, lorsqu'une telle mesure est possible au niveau cantonal.

Mme Lisa Raval (PS) : On reprend souvent les chiffres alarmants du rapport social paru en février 2019. Selon eux, un quart de la population jurassienne serait en situation de précarité ou en passe de l'être. Aujourd'hui, notre proposition est d'autant plus d'actualité de par la crise sanitaire qui perdure et qui a indéniablement renforcé le risque d'exposition au surendettement. Avec des taux de chômage, de précarité économique et de divorces relativement élevés, le canton du Jura est particulièrement exposé au surendettement. Caritas Jura dénombrait 697 bénéficiaires d'aide dans ce cadre en 2020, dont 277 se trouvaient dans une situation financière alarmante en raison de la COVID. Elle a par ailleurs fait 155 accompagnements budgétaires et il faut savoir qu'il faut, à toutes ces personnes, entre six et dix ans pour se désendetter et que 20% d'entre elles n'ont aucune capacité de remboursement, même à terme.

Ces personnes se trouvent dans de telles situations suite à une baisse de revenu, qui peut être due à un divorce, c'est

le cas de la grande majorité, à une maladie, à un accident et au chômage notamment. D'un point de vue strictement économique, la précarité au sens pécuniaire a un impact inévitable sur le pouvoir d'achat de l'ensemble de la population et donc sur l'économie jurassienne. Elle a également une incidence sur l'impôt perçu, sur les tarifs effectués pour la réalisation de certains services, tels que la garde d'enfants dans les crèches ou encore sur le montant total de l'aide sociale versée.

Au-delà de ces aspects économiques, le surendettement a aussi un impact sur la vie des personnes et des ménages. Il a des conséquences sur la santé. Par exemple, certaines personnes peuvent, en raison des dettes, notamment dans leurs primes d'assurance-maladie, renoncer à bénéficier à des soins de santé. Le surendettement impacte aussi les relations sociales, les relations familiales et l'emploi. Les poursuites peuvent être en effet un motif d'exclusion à l'accès à l'emploi ou à un logement.

La problématique du surendettement est un problème de société, d'autant plus qu'il touche en particulier les personnes qui se trouvent déjà très souvent dans une situation de précarité, selon les données récoltées par l'OFS. L'accès facilité à des crédits pour tout un chacun, systématiquement présentés comme étant prétendument gratuits, mais avec un astérisque qui renvoie à de petits caractères illisibles, trouvent souvent un écho auprès du grand public de par les importants matraquages publicitaires à ce sujet. Et c'est bien souvent le point de départ d'une descente infernale vers le surendettement. Les montants empruntés ne pouvant être remboursés, des taux d'intérêt à la limite de l'usure viennent s'ajouter aux dettes existantes.

Un des moyens pour lutter contre la précarité est de renoncer à donner la possibilité de faire de la publicité pour les petits crédits. On le sait, la publicité a un impact sur notre manière de vivre et de consommer. L'interdiction de ce type de publicité dans les espaces publics serait ainsi une démarche proactive et simple à réaliser.

Dans sa réponse, le Gouvernement affirme que la compétence pour réglementer cette thématique est fédérale. Or, la commune de Vernier a mis ce type d'interdiction en œuvre dès 2013 et le Canton de Neuchâtel a récemment accepté une motion identique à celle-ci. Les cantons et les communes sont donc également compétents en la matière et possèdent une marge de manœuvre. De plus, les différents spécialistes du domaine sont unanimes, la législation fédérale est insuffisante. Nous n'avons pas proposé de texte de loi sur lequel le Parlement aurait à se prononcer et pour cause, une motion a pour but de demander au Gouvernement de mettre en place une politique publique et pas de rédiger un acte législatif. Les députées et députés sont là pour donner des orientations politiques et charger le Gouvernement et son appareil administratif, lorsque le texte est accepté, de le mettre en œuvre. Par ailleurs, la demande de proposition de modification législative de la présente motion est absolument identique à celle figurant dans le texte de la motion de Neuchâtel. Je n'ai rien inventé ici.

Précisons encore que la lutte contre la banalisation du petit crédit n'est pas une atteinte à la liberté de commerce mais que, dans un cadre précis, cette dernière peut être modulée en fonction de l'intérêt public en présence. C'est pourquoi le groupe socialiste soumet à notre Parlement la présente motion visant à interdire la publicité pour les crédits à la consommation et en particulier les petits crédits, lorsqu'une telle mesure est possible au niveau cantonal. Selon

nous, renoncer aux procédés publicitaires permettrait d'agir en amont contre le surendettement en renforçant la conscientisation de la population quant aux risques et dangers liés à ces procédés. On vise ici tout particulièrement, mais pas exclusivement, l'affichage sur le domaine public, par exemple, en imposant que les concessions octroyées aux sociétés d'affichage incluent une clause interdisant ce type de publicité sur le domaine public. Pour toutes ces raisons, nous espérons vivement que les différents groupes politiques pourront se rallier à notre motion et vous remercions d'avance pour votre soutien.

Mme Nathalie Barthoulot, ministre de l'Intérieur : La motion no 1373 a pour objectif de régler au niveau cantonal la question de la publicité relative aux petits crédits. En premier lieu, il s'agit tout d'abord de déterminer ce que l'on entend par petits crédits. Le crédit à la consommation recouvre différentes facilités de paiement permettant aux consommateurs d'accéder à un prêt ou à des biens de consommation, à l'exception des biens immobiliers, en en différant le paiement. Jusque-là, nous sommes d'accord. Le crédit au sens traditionnel comprend les ventes à tempérament ou acomptes ainsi que les crédits en espèce communément appelés « petits crédits ».

Deux bases légales distinctes règlent les questions du crédit à la consommation et la publicité y relative. Ainsi, l'article 36 de la loi fédérale sur le crédit à la consommation dispose aux alinéas 1 et 2 que la publicité pour le crédit à la consommation ne doit pas être agressive et que les prêteurs en règlent la définition dans une convention de droit privé. Cette convention a été signée au 1^{er} janvier 2016 par les membres de l'association « Financement à la consommation suisse ».

Cette convention énumère une série de recommandations de mesures de prévention et à privilégier les grands axes suivants. Le premier est que la publicité ne doit pas susciter chez les consommateurs l'impression que des crédits à la consommation peuvent être obtenus particulièrement rapidement, sans examen détaillé de la capacité de contracter un crédit. Le deuxième axe est que la publicité pour les crédits privés ne doit pas s'adresser particulièrement aux jeunes adultes, c'est-à-dire aux personnes de moins de 25 ans. Le troisième explicite qu'il y a lieu de renoncer à faire de la publicité pour la conclusion de crédits à la consommation en utilisant des arguments qui ne sont manifestement pas judicieux du point de vue économique. Dans la même veine, le quatrième axe énonce qu'il y a lieu de renoncer à faire de la publicité pour la conclusion de crédits à la consommation en vue de financer des activités de loisirs coûteuses de courte durée, des faits, etc. Et enfin le cinquième axe précise qu'il y a lieu de renoncer à des actions de distribution insistantes de moyens publicitaires sur la place publique.

Le Conseil fédéral, dans un communiqué publié le 17 juin 2016, a estimé que la convention conclue par la branche du crédit à la consommation contenait une définition suffisante de la notion de publicité agressive et n'a pas jugé opportun de légiférer en la matière. La publicité constitue ainsi un domaine protégé par la liberté économique, cette dernière étant un droit fondamental.

Le Tribunal administratif du canton de Vaud s'est déjà prononcé sur la question d'une interdiction de la publicité en faveur du crédit à la consommation. Il a conclu que le lien

entre publicité pour le crédit à la consommation et surendettement était à tout le moins tout probable. Il a toutefois jugé qu'il n'était pas nécessaire d'interdire la publicité pour atteindre le but de prévention, celui-ci pouvant déjà être atteint à l'aide de moyens moins incisifs. Le Tribunal administratif vaudois a finalement conclu que la loi fédérale sur le crédit à la consommation régie de manière exhaustive la publicité en matière de crédits à la consommation. En effet, elle ne laisse aucune place pour une réglementation cantonale et communale en la matière, de telle sorte que les cantons ne sont pas habilités à légiférer en cette matière.

Ainsi, à l'instar de la décision rendue dans le canton de Vaud, et vous le comprendrez aisément, Madame la Députée, le Gouvernement doit constater qu'il ne dispose pas de moyens de droit pour s'opposer à la publicité pour le crédit à la consommation dans le canton du Jura. Il regrette d'autant plus que le crédit à la consommation a un impact important sur le surendettement potentiel des ménages privés, comme vous l'avez judicieusement explicité tout à l'heure. D'autres cantons se sont également penchés dernièrement sur la thématique. Dans le canton de Genève, par exemple, il a été démontré que la marge de manœuvre potentielle se situe uniquement dans la négociation des contrats de location des panneaux d'affichage publics entre les communes et les sociétés d'affichage, par le biais de l'ajout d'une clause spécifique. Vous avez cité l'exemple de la commune de Vernier mais en fait ce n'est pas le canton de Genève, c'est la commune et la société générale d'affichage qui ont conclu un contrat particulier avec une clause particulière. Même au niveau communal, une interdiction unilatérale de la publicité pour les crédits à la consommation irait à l'encontre de la liberté de commerce protégée par le droit fédéral.

Dans le canton de Neuchâtel, les récents débats au Grand Conseil n'ont pas apporté non plus de réponse formelle à la question spécifique de la publicité en matière de crédits à la consommation. La nouvelle législation neuchâteloise, entrée en vigueur cette année, met en œuvre divers moyens d'action en matière de détection précoce et de prévention, sans toutefois résoudre la question précise que soulève la motion que nous sommes en train de traiter présentement. On peut encore préciser que l'affichage dans l'espace public ne concerne qu'une partie de la publicité pour le petit crédit et que de nombreux autres médias, comme les réseaux sociaux, pour ne citer qu'un exemple, sont aujourd'hui des supports très voire trop utilisés. Ainsi, l'interdiction de ce type de publicité ne permettrait pas à elle seule d'atteindre le but de prévention recherchée.

Au vu de ces divers éléments, et tout à fait conscient qu'il s'agit de travailler à limiter les effets négatifs qu'entraîne le surendettement, le Gouvernement constate toutefois qu'une modification législative au niveau cantonal visant à interdire la publicité pour les petits crédits à la consommation est contraire au droit supérieur, avec un clin d'œil ici à Monsieur le député Rémy Meury, qui l'a relevé ce matin. Le Gouvernement vous propose donc de rejeter la motion no 1373.

M. Hanno Schmid (VERT-E-S) : Notre groupe partage l'avis qu'une régulation de la publicité pour les crédits à la consommation et en particulier les petits crédits est nécessaire, qui plus est dans cette période particulière liée à la crise COVID où les risques de précarisation de certains publics sont exacerbés.

L'argument central, pour nous, est le suivant. La présence de publicité dans l'espace public banalise et légitime

le recours aux petits crédits et sape le message de prévention. Depuis le 1^{er} janvier 2015, la publicité agressive pour les petits crédits est interdite par la loi fédérale sur le crédit à la consommation, comme le mentionnait le Gouvernement. Mais il faut relever que l'application de cette disposition légale est du ressort des entreprises pourvoyeuses des crédits. Il revient donc à la branche seule de définir ce qui est une publicité agressive et donc de spécifier les types de produits à interdire. Six ans après, cette forme d'autorégulation n'a manifestement pas eu d'effets probants sur le terrain.

C'est une interdiction pure et simple de la publicité pour les crédits à la consommation et le petit crédit qu'il faut instaurer, comme l'a fait récemment le canton de Neuchâtel en utilisant sa compétence résiduelle à légiférer en la matière. Nous soutiendrons donc cette motion unanimement.

M. Yann Rufer (PLR) : Notre groupe s'est penché sur la motion no 1373 visant une prévention efficace face aux petits crédits. Si nous sommes d'accord avec la motionnaire dans les mesures qui doivent être prises en amont et en aval d'un cas de surendettement, nous estimons que la proposition faite rate sa cible. Pourquoi ? Tout d'abord, et la motionnaire en fait clairement mention dans sa motion, nous intervenons sur le terrain fédéral. Les moyens d'action plus concrets allant dans votre sens sont donc à prendre à l'échelon des Chambres fédérales. Ensuite, car les moyens publicitaires actuels transcendent le cadre communal ou cantonal que vous mentionnez. Il y a la télévision, les supports numériques comme YouTube ou encore la publicité sur les réseaux sociaux. Nous estimons que les seuls moyens d'action seraient l'affichage ou encore la publicité dans certains journaux, donc sur supports écrits. Mais là, on se heurte à la liberté de commerce de toute activité économique.

Il faut également préciser que ce n'est pas aussi simple d'obtenir un petit crédit que ce que vous mentionnez. En effet, une structure est mise en place pour éviter le surendettement et chaque établissement de crédits doit consulter le fichier central de la ZEK ou la centrale pour l'information sur le crédit si l'on francise le tout.

La loi prévoit que le prêteur doit procéder à un examen de la capacité à contracter un crédit et s'enquérir de la situation financière du preneur de crédit. En cas de violation de ces dispositions, le prêteur perd le montant du crédit qu'il a consenti, y compris les frais et les intérêts. On remarque donc que si les choses ne sont pas parfaites, des mesures strictes et concrètes sont déjà en place.

Si notre groupe partage vos préoccupations, il estime que l'on mettrait un mécanisme bien compliqué et contraignant pour les organes de contrôle, que sont le Canton et/ou les communes, pour un résultat qui nous semble bien maigre. De plus, et vous le mentionnez également, notre Canton, via une commission permanente, lutte contre le surendettement, ce qui est une bonne chose, car notre parti comme le vôtre veut éviter que les problèmes privés liés au surendettement ne deviennent des problèmes publics, via le fait de tomber à l'assistance sociale ou recourir à d'autres formes d'aides étatiques. Pour toutes les raisons évoquées, notre groupe refusera la motion à l'unanimité de même que le postulat.

M. François Monin (PDC) : Le groupe PDC-JDC s'est penché sur la motion no 1373 pour une prévention efficace face aux petits crédits de notre collègue députée Lisa Raval.

Notre groupe parlementaire partage les préoccupations et les constats de la députée concernant le problème du surendettement au sein de la population. Il est également d'avis que les microcrédits sont une cause d'accès facilité à des sources de financement rapides, entraînant parfois des couches de la population défavorisée dans l'engrenage du surendettement. Le groupe PDC-JDC, comme nous l'a justement rappelé la députée Raval, s'est d'ailleurs ici-même engagé pour une lutte contre le surendettement il y a quelques dizaines d'années déjà.

Cependant, lors de ces débats du millénaire passé, la base légale fédérale, telle que présentée dans la réponse du Gouvernement, n'existait pas. Pour rappel, cette base légale, loi fédérale sur le crédit à la consommation, concerne tous les crédits entre 500 et 80'000 francs. Elle fut introduite en 2003, telle que le mentionne la plate-forme de publication du droit fédéral. Ainsi, le groupe PDC-JDC partage l'avis du Gouvernement, notamment sur le fait que la loi fédérale sur le crédit à la consommation régit de manière exhaustive la publicité en matière de crédits à la consommation. Les débats au sein de notre groupe ont aussi porté sur la cible de la motion que nous n'estimons pas au goût du jour. Je ne souhaite ici pas répéter les propos de Madame la Ministre ainsi que de notre collègue député Rufer. De la sensibilisation cantonale, oui, une modification législative telle que demandée dans le texte de la motion, non. C'est ainsi que l'on pourrait résumer la position du groupe PDC-JDC à propos du texte qui nous est soumis.

M. Lionel Montavon (UDC) : Je serai très bref. Le groupe UDC a étudié avec une certaine attention la motion de Madame la députée Lisa Raval, nommée « Pour une prévention efficace face aux petits crédits » et se déterminera de la manière suivante. La demande de notre collègue semble de prime abord une bonne chose de lutter contre le surendettement. Mais, malheureusement, la proposition mentionnée dans cette motion concerne uniquement la Confédération. En un mot comme en cent, vous aurez compris que le groupe UDC s'oppose à la présente motion.

Mme Lisa Raval (PS) : J'ai bien écouté vos différents arguments et je vais essayer d'y répondre au mieux. J'ai entendu notamment que Madame la Ministre faisait référence à la loi sur les crédits à la consommation, expliquant qu'il n'était manifestement pas judicieux d'un point de vue économique de contracter les publicités qui visaient explicitement les jeunes adultes. Ça reste quand même des notions indéterminées. C'est assez rare de voir une publicité où il est écrit pour les moins de 25 ans exclusivement.

Quand Monsieur Rufer dit que ce n'est pas si simple de contracter un petit crédit ou encore quand j'entends d'autres groupes dire que la base légale fédérale est suffisante, je vous demanderais alors pourquoi est-ce qu'il y a encore autant de personnes surendettées en raison des petits crédits ? Je rappelle aussi que j'ai cité deux exemples, Vernier et Neuchâtel qui ont mis en place exactement le même type de base légale que celle que je demande. Je vous invite d'ailleurs à regarder le texte de la motion de Neuchâtel parce que, comme je l'ai dit, je n'ai rien inventé. J'aimerais aussi rappeler que là, il y a une compétence résiduelle de fait et dire que toute la compétence est exclusivement du niveau fédéral est faux.

Quand j'entends parler de liberté de commerce, évidemment, c'est une liberté très importante dans notre pays mais comme toute liberté. Maintenant, je pense qu'on est quand

même assez rôdé sur le sujet entre liberté et contrainte. Elles doivent être mises en pesée d'intérêts et quand on parle de liberté de commerce versus santé publique et sécurité publique, je pense qu'on devrait savoir de quel côté on penche. C'est vrai, il existe énormément d'autres moyens de faire de la publicité, notamment l'affichage public, internet, YouTube, Instagram, on ne va pas faire de la pub à tous ces organismes, mais est-ce que c'est pour cela que ça justifie de ne pas en utiliser un qui est à notre portée ?

Malgré ce que j'ai entendu, c'est assez simple à mettre en place. Alors oui, il faut effectuer une veille, il faut effectuer un contrôle. Mais, malgré tout, ça ne coûte rien et c'est très simple à mettre en place. Enfin, et c'est vrai, j'en parle dans ma motion, il existe une commission de lutte contre l'endettement dans le canton du Jura et contre le surendettement qui est censée effectuer une veille. Renseignements pris, cette veille consiste à prendre acte chaque année du rapport de Caritas Jura et ça s'arrête là ! Je pense donc qu'en la matière on a énormément de travail à faire. J'espère vous avoir convaincus avec ce deuxième passage et je vous remercie pour votre soutien.

Au vote, la motion no 1373 est rejetée par 31 voix contre 27.

21. Motion no 1375

Examen d'avocat : Pour une véritable méthode de notation impartiale ! Quentin Haas (PCSI)

Depuis de nombreuses années, le taux d'échec aux examens d'avocat dans le canton du Jura interroge. Récemment, nous apprenions qu'une avocate stagiaire ayant échoué lors son examen d'avocat demandait la récusation des juges du Tribunal cantonal lors de l'analyse de son recours.

Le cas de cet échec n'est pas isolé, et les questions sont suffisamment nombreuses pour justifier que des modifications aux procédures soient demandées afin d'assurer la plus haute qualité dans l'attribution d'un tel titre. La reconnaissance du titre d'avocat, participant activement à la garantie de notre système démocratique, notamment en garantissant l'accès à la justice pour la population, se doit d'être irréprochable.

Formés à la fonction d'avocat, les candidats se doivent de multiplier les connaissances ainsi que les aptitudes afin de répondre de manière optimale au devoir de leur charge. Outre la compréhension pointue de jugements, ils doivent également maîtriser parfaitement tout ce qui entoure les avis de droit tout comme la rédaction de mémoires, qui se doivent d'être irréprochables.

Actuellement, la commission d'examen ne possède pas d'obligations quant à la forme des demandes faites aux candidats durant l'examen. De plus, la notation des candidats ne suit pas de grille d'évaluation préétablie. Au regard des standards académiques appliqués dans les évaluations d'autres titres d'importance cantonale et nationale, la mise en place d'une réglementation claire est impérative.

Au vu de ce qui précède concernant les examens d'avocat, le groupe PCSI-PVL demande :

1. Qu'ils comportent au minimum un jugement, un avis de droit ainsi qu'un mémoire.

2. Que chacun de ceux-ci soient notés par chaque membre de la commission sur un formulaire d'évaluation argumenté dédié à cette tâche (grille de correction) justifiant les points reçus ou non.
3. Que la grille de notation ainsi que la méthode d'évaluation soient standardisées en amont de toute évaluation.
4. Que des mesures soient prises pour assurer l'individualité de la notation par chacun des membres de la commission sans consultation entre lesdits membres.
5. Que la note finale soit calculée via la moyenne pondérée des évaluations individuelles de chaque membre de la commission sur la base des formulaires d'évaluation.
6. Subsidiairement, que les différentes commissions des barreaux des cantons romands soient consultées afin de déterminer quels sont les standards d'évaluation en leur sein.

M. Quentin Haas (PCSI) : Comme le rappelle l'introduction de ladite motion, depuis de nombreuses années, le taux d'échec aux examens d'avocat dans le canton du Jura interroge avec l'un des taux d'échec les plus élevés de Suisse. Partant de ce constat, une réforme de la méthode d'évaluation est en droit d'être exigée, ceci afin d'améliorer non seulement l'évaluation générale des compétences du candidat mais également afin d'optimiser les procédures et d'offrir le meilleur cadre possible aux personnes souhaitant évaluer leur degré d'expertise.

La motion ici présentée propose six points d'amélioration que l'on peut considérer comme essentiels. Pour commencer, la demande d'inclure au minimum un jugement, un avis de droit ainsi qu'un mémoire dans l'examen vise à déterminer les aptitudes légales des candidats dans le panel de leur expertise. La seconde, demandant une grille d'évaluation, permet l'enregistrement d'une trace écrite de l'évaluation de manière standardisée, comme cela se fait partout ailleurs, sauf dans ce cas précis. Il n'est actuellement pas possible pour les personnes ayant échoué à l'examen de connaître les raisons formelles de leur échec au travers d'un document standard. L'élaboration de cette grille de correction est laissée à l'appréciation des examinateurs qui peuvent, par exemple, se contenter d'un maîtrisé ou non maîtrisé pour quelques points clés précités.

Le troisième point demande que la méthode soit fixée en amont de l'évaluation et non durant ou après cette dernière. Somme toute logique. Les points 4 et 5 demandent logiquement que les notes soient données de manière individuelle par les différents examinateurs permettant le calcul d'une moyenne pondérée. Là aussi, cela ne devrait pas éveiller de surprise de votre part. Enfin, le dernier point propose d'utiliser les standards des différentes commissions de barreaux des cantons romands comme canevas à l'élaboration de ces quelques mesures simples permettant une évaluation dans les règles, des aspirants au titre d'avocat.

J'en profite pour ajouter qu'il semble essentiel, au regard de l'importance du titre délivré, d'assurer un minimum qualitatif aux procédures et ce afin de permettre *in fine* une évaluation optimale des candidats au titre d'avocat, titre d'excellence dans le domaine juridique comme nous sommes en droit de l'attendre. Je vous remercie pour votre attention et vous enjoins évidemment d'accepter cette motion.

Mme Nathalie Barthoulot, ministre de l'Intérieur : La question du taux d'échec aux examens d'avocat dans le canton du Jura a déjà fait l'objet d'une interpellation en 2020 et

le Gouvernement avait eu l'occasion de donner des explications à ce sujet et de fournir plusieurs pistes de réflexion et d'amélioration menées par la commission des examens d'avocat. Comme il ne s'agit pas précisément de l'objet de la présente motion, le Gouvernement renonce à revenir sur ces éléments, mais je m'étonne toutefois en préambule que la réponse proposée à une situation d'échec tient en un changement de barème comme vous l'avez indiqué à cette tribune Monsieur le Député. Je trouve un peu particulier de dire que si les élèves ne maîtrisent pas complètement les maths, on change le barème et comme cela il y aura un peu moins d'échec.

Ceci étant posé, je vais développer l'argumentation. S'agissant du cas d'échec cité par l'auteur de la motion, celui-ci a déjà fait l'objet de trois décisions judiciaires en 2021. Tout d'abord, le 1^{er} janvier 2021, le Tribunal cantonal a rejeté une requête de récusation à l'encontre de l'ensemble des membres du Tribunal cantonal. Cet arrêt a été confirmé le 11 mai 2021 par le Tribunal fédéral, sur lequel je reviendrai plus en détail lors du traitement de la motion no 1376. Sur le fond, le Tribunal cantonal a également rejeté, le 20 août dernier, le recours qui traitait notamment des mêmes objets que ceux figurant aux points deux à cinq de la présente motion.

Le point 1 de la motion demande que les examens écrits comportent au minimum un jugement, un avis de droit ainsi qu'un mémoire. A titre de rappel, les candidats subissent trois épreuves écrites dans les matières suivantes : droit public et procédures administratives, droit privé et procédures civiles ainsi que droit pénal et procédures pénales. L'article 35a, alinéa 2, de la loi concernant la profession d'avocat prévoit que les épreuves écrites comprennent la résolution d'un ou plusieurs cas pratiques et consiste notamment dans la rédaction d'une pièce de procédure, d'un avis de droit ou d'un jugement. La demande de l'auteur de la motion n'est pas nouvelle et la commission des examens d'avocat a essayé, dans la mesure du possible, de varier les cas et les types d'actes à rédiger soumis aux candidats.

Durant les neuf sessions qui ont eu lieu entre les printemps 2017 et 2021, la rédaction du même type d'acte pour les trois épreuves, à savoir des jugements, n'a été proposée qu'à deux reprises. Durant les autres sessions, les travaux demandés étaient variés et il est même arrivé qu'une épreuve écrite comporte la rédaction de trois actes différents, à savoir, une décision incidente, un mémoire de réponse et un avis de droit. La rédaction actuelle de la base légale précitée laisse de la souplesse aux membres de la commission pour choisir et préparer les cas qui seront soumis aux candidats. Ce choix n'est pas toujours aisé car il y a de nombreux paramètres à prendre en considération, par exemple les cas traités par le candidat ou la candidate lors de son stage dans les différents tribunaux ou dans une étude. Cela peut vite poser problème lorsque la session comporte un nombre important de candidats. La proposition formulée par le motionnaire apparaît ainsi trop contraignante alors que la base légale en vigueur donne à nos yeux satisfaction.

Les points 2 à 5 de la motion demandent notamment la mise en place d'une grille de notation et d'une méthode d'évaluation standardisée. Dans sa prise de position figurant dans l'arrêt du 20 août 2021, que j'ai évoqué au début de mon intervention, la commission des examens d'avocat a admis qu'elle n'avait pas pour habitude d'utiliser une grille de correction rigide, quantifiant un nombre de points maximal qui peut être obtenu pour chaque critère, par exemple un

certain nombre de points pour la compétence, pour le délai, pour les dispositions légales applicables, etc. En effet, une telle grille n'est pas adaptée à la correction des examens d'avocat car chaque épreuve écrite est spécifique, tant en ce qui concerne sa matière que son objet.

En pratique, un membre rapporteur de la commission choisit un cas et le soumet aux autres membres fonctionnant aux épreuves écrites. A l'issue des examens écrits, les travaux des candidats sont anonymisés par la secrétaire de la commission et sont ensuite transmis aux membres rapporteurs de chaque épreuve qui établissent un rapport à l'attention des autres membres. Ce rapport précise ce qui est attendu des candidats dans le traitement des divers aspects du dossier, en particulier les objectifs à atteindre et évalue les prestations point par point. Le rapporteur relève de manière objective les points forts et les points faibles des travaux et termine son rapport par une appréciation générale du travail, de manière à ne pas influencer les autres membres. Le rapport et les travaux anonymisés sont ensuite transmis aux quatre autres membres qui les examinent individuellement et de manière indépendante. Les travaux anonymisés sont finalement discutés lors d'une séance de la commission. Les membres donnent leurs propres appréciations et énoncent, chacun à tour de rôle, la note qu'ils auraient fixée. La moyenne des cinq notes est discutée et validée. Les notes attribuées de manière individuelle par chacun des membres servent uniquement de base à la discussion et à la fixation de la note finale pour chaque épreuve.

Comme vous l'aurez compris, les propositions figurant dans la motion ne sont pas adaptées à la correction des examens d'avocat. En effet, quel que soit le type d'acte à rédiger, les membres de la commission ne sauraient attendre des candidats une seule façon de rédiger et une seule solution considérée comme juste. De plus, la pondération des points figurant dans une grille d'évaluation apparaît subjective et le but est d'éviter au maximum que l'évaluation des examens d'avocat deviennent trop scientifique afin de disposer d'une marge d'appréciation quant à la qualité intrinsèque des travaux rendus. Si l'on retenait plusieurs options de règlement du cas, il faudrait préparer plusieurs grilles d'évaluation en fonction de chaque hypothèse possible. Cela nécessiterait un travail disproportionné pour les membres rapporteurs et cela n'aurait certainement aucun sens. S'agissant de la notation individuelle des cinq membres de la commission, il convient encore de préciser qu'il n'y a, en pratique, quasiment jamais d'écarts importants entre les différents examinateurs.

En ce qui concerne le point 6 de la motion, des échanges informels ont déjà eu lieu avec la commission des examens d'avocat d'autres cantons romands. Il est notamment ressorti qu'il n'y avait pas une appréciation différente de la commission jurassienne sur la notation des travaux.

En conclusion, le Gouvernement considère que les propositions formulées dans la motion n'apporteront aucune amélioration dans le système d'évaluation des épreuves écrites car elles ne sont pas adaptées aux examens d'avocat. En revanche, elles entraîneraient une complexification du système et engendreraient une augmentation conséquente du temps de préparation et du temps de correction des examens, ce qui aurait des répercussions financières, soit pour les candidats au niveau de la finance d'inscription, soit pour l'Etat. Dans ces conditions, le Gouvernement vous invite, Mesdames et Messieurs les Députés, à rejeter la motion no 1375.

M. Alain Schweingruber (PLR) : Je serai très bref, Madame la Ministre a été extrêmement complète dans son exposé. Je ne pourrais que répéter ce qu'elle a bien dit. Je me souviens avoir passé mon brevet jurassien, c'était la deuxième volée depuis l'entrée en souveraineté du canton. Tout ce système d'organisation des examens était chapeauté, était organisé par le juge cantonal, Monsieur Piquerez à l'époque, qui avait un objectif. Il avait déclaré que le brevet jurassien soit aussi bon que le brevet bernois qui était censé être le meilleur de Suisse du niveau le plus élevé. Gérard Piquerez souhaitait que le niveau des avocats jurassiens soit aussi bon, sinon meilleur, que ceux du canton de Berne. C'était légitime. Il est d'ailleurs parvenu à ses fins. J'ai personnellement participé à des examens, j'ai fait partie sporadiquement de la commission des examens, et tous les autres qui y ont participé sont d'avis qu'au fil des années le niveau s'est bien maintenu, quoique les exigences sont un peu moins élevées maintenant qu'auparavant.

Evidemment, il y a eu ces dernières années passablement d'échecs. Comment expliquer cela ? En tout cas pas par le fait que le système d'examen soit déficient, on le saurait. Le canton est petit, les juges se connaissent et les avocats aussi. Cela permet d'échanger les expériences et je sais que ces examens sont extrêmement bien préparés par les experts qui sont de bon niveau, qui effectuent du bon travail. Le soupçon d'impartialité ou presque l'accusation qui sont faits dans les deux motions que nous traitons, ne sont pas justifiés. On a parlé d'une candidate qui a échoué et qui a fait recours. En fondant son recours sur la récusation, cette question a été traitée par le Tribunal cantonal puis par le Tribunal fédéral. S'il n'y a pas de récusation, cela veut dire qu'il n'y a pas même d'indice de partialité. Si le Tribunal fédéral l'a dit, je pense que l'on devrait simplement s'en suffire.

Le niveau des examens est un peu moins élevé qu'auparavant, les échecs sont plus importants. Donc, soit il y a un manque de formation à la base, soit un manque de préparation tout simplement. Je pense que les accusations qui sont formulées, parce que c'est bien de cela qu'il s'agit dans les deux motions, ne sont pas justifiées. Rien ne permet de douter de l'impartialité des membres de la commission.

Sur la deuxième motion, il est fait question non pas de l'organisation de l'examen mais de la composition de la commission. La motion demande notamment de confier le secrétariat de la commission au Service juridique, qui lui aurait aussi, si j'ai bien compris, la fonction de désigner les experts. Franchement, je ne vois pas où on va aller chercher ces experts. On peut toujours en trouver mais on a des examens qui portent notamment sur le droit cantonal. Quels experts extérieurs vont nous apprécier les travaux faits en matière de droit cantonal ? Cela me paraît un peu excessif, voire même impossible au niveau pratique. Et, je le répète, rien ne permet, ici en tout cas, de mettre en cause la commission. L'affaire a été traitée devant le Tribunal fédéral. Les faits que vous invoquez ne sont pas avérés. Je vois mal le Parlement aujourd'hui dire non, tout le système ne va pas. On l'imagine, on croit qu'il ne va pas donc on change tout. Ce n'est pas comme cela que l'on peut travailler. Je le répète, au nom du groupe PLR, je vous propose de rejeter les deux motions.

M. Yves Gigon (UDC) : Je vais être très bref, nous avons entendu Maître Schweingruber. Comme l'a dit mon collègue Raoul Jaeggi avant, après être l'avocat des juges, il est l'avocat des avocats et tout naturellement il ne veut pas

aller contre son pré carré. Il y a un fait. Au niveau des résultats des examens, nous avons le plus grand taux d'échec concernant les stagiaires avocats, 65% sur trois ans. On peut faire dire ce que l'on veut aux chiffres mais c'est un fait. Pourquoi ? Il n'y a pas 36 solutions. Est-ce que les candidats, les stagiaires avocats sont plus cons que les autres ? Non, je ne le pense pas. On est aussi intelligent que les autres. Est-ce qu'il y a une volonté de garder le pré carré, de garder le quorum pour ne pas empiéter sur les autres avocats ? Loin de moi l'idée. Il faut le dire clairement, il y a une raison avec un taux d'échec qui est supérieur aux autres cantons. Si on enlève ces deux possibilités, en tout cas la première, la troisième, c'est éventuellement que le niveau de formation qui est donné par les juges du Tribunal cantonal aux avocats stagiaires n'est pas à la hauteur. La deuxième, c'est que les grilles d'évaluation ne sont pas à la hauteur ou sont un peu laissées à la bonne franquette.

La motion de notre collègue Quentin Haas va extrêmement dans les détails. Mais en soutenant ces motions, nous aurons une grille claire, des règles claires qui enlèveront toute suspicion de partialité et de magouille. C'est la raison pour laquelle le groupe UDC soutiendra à l'unanimité cette motion.

M. Serge Beuret (PDC) : Le groupe PDC ne soutiendra pas cette motion. Il se rallie aux considérations du Gouvernement. Il ne s'agit pas de pré carré. Il faut savoir qu'un brevet d'avocat désigné quelque part en Suisse est valable pour toute la Suisse. Donc, ce n'est pas par rapport à la commission d'examens que l'on pourrait limiter le nombre d'avocats dans le canton du Jura si c'est ça l'allusion qui est faite. Maintenant, les raisons qui s'ajoutent à celles qu'on a entendues sont d'abord le fait que le siège de la matière, c'est un règlement du Tribunal cantonal. Il est publié au recueil systématique. C'est la loi jurassienne concernant la profession d'avocat qui lui donne la compétence d'adopter ce règlement sur le stage et les examens d'avocat. Donc, que demande la motion ? Qu'on retire cette compétence ? Elle ne le demande pas. D'ailleurs, ce ne serait pas du tout opportun parce que c'est très technique et c'est le Tribunal cantonal qui est le mieux à même d'adapter, au fil des évolutions législatives, le contenu des examens.

Evidemment, le Parlement n'a pas la compétence de donner des injonctions au Tribunal cantonal pour modifier son règlement, ce n'est pas possible. Pour cette seule raison, cette motion doit donc être rejetée, elle ne peut pas être acceptée.

La grande question est pourquoi est-ce qu'il y a un pareil taux d'échec ? Mon collègue Alain Schweingruber démontre que les avocats jurassiens sont très intelligents et qu'il faut être très fort pour obtenir le brevet. C'est une chose, c'est connu. Les considérations émises par rapport aux premières années du canton sont aussi connues. La crainte qui existait à l'époque, c'était le tourisme, c'est-à-dire que celles et ceux qui auraient loupé leur brevet d'avocat dans un autre canton viennent le passer dans ce petit canton tout jeune et que l'on distribue des brevets au rabais. On ne voulait pas de cela, on voulait quelque chose de solide.

Maintenant, le brevet d'avocat est difficile à obtenir. Il faut comprendre le système. Pendant les études universitaires, on apprend à comprendre le système judiciaire, juridique et à l'assimiler. Pendant les stages d'avocat, on apprend à l'appliquer et ça passe par une structure du raisonnement qui n'est pas facile à acquérir. On le voit tout de

suite. J'ai vu passer dix stagiaires qui ont tous réussi. On le voit tout de suite au début des études. Evidemment, quand il y a une question simple, la réponse vient automatiquement, mais ça peut devenir compliqué, voire très compliqué. Le Tribunal fédéral annule régulièrement des jugements de tribunaux cantonaux. Alors évidemment, il peut y avoir des changements de jurisprudence. Heureusement, cela est rare car sinon ce serait un problème de stabilité de l'ordre juridique, mais souvent ce sont des problèmes de structure.

Des juges cantonaux se sont penchés sur un dossier. Ils sont trois, ils sont aguerris et ils arrivent à poser un jugement que le Tribunal fédéral annule. Quand on lit le jugement du Tribunal fédéral, on est parfois émerveillé de voir la façon dont les choses sont remises en place. Un premier constat amène une première conclusion. Un deuxième constat, une deuxième conclusion, etc., et la solution s'impose. C'est cela que les candidats doivent assimiler pendant leurs stages d'avocat et c'est cela que la commission d'examen souhaite contrôler. C'est dans les examens écrits, et d'ailleurs la motion ne parle que des examens écrits. D'habitude, on passe les oraux sans problème parce que c'est du par cœur. Tandis que pour les examens écrits, c'est beaucoup plus pointu par rapport à ce que je viens de vous expliquer, que ce soit un avis de droit, que ce soit un projet de jugement, que ce soit une pièce de procédure. La commission d'examen veut savoir si le candidat est capable de structurer son raisonnement et c'est uniquement cela. Les candidats qui échouent à ces examens n'ont pas compris le but et essaient de pallier ce manque avec beaucoup de par cœur de toutes ces formules qui permettent de rédiger des jugements, mais ce n'est pas ça. Cette motion ne peut pas être acceptée.

M. Patrick Cerf (PS) : Pour une question de commodité, personne dans ce cénacle nous en voudra de traiter conjointement les deux motions de notre collègue Quentin Haas, tant elles ont le mérite d'être proches sur le fond et surtout sur la forme. Ces deux textes ont donné lieu à des débats relativement nourris au sein du groupe parlementaire socialiste. Mais s'il apparaît que, sur le fond, certaines questions soulevées peuvent paraître pertinentes, notamment en ce qui concerne certaines pratiques en vase clos, que sous-entend le motionnaire ? La forme et le caractère extrêmement précis et contraignants des textes déposés dépassent, de notre point de vue, le cadre d'une motion.

Parlons donc de la forme. Aux yeux de la majorité du groupe socialiste, ces deux textes laissent entrevoir un arrière-goût amer, revanchard peut-être, qu'en sais-je ? La défiance soudaine du motionnaire envers les institutions judiciaires de notre canton étonne. Tout d'abord, ces motions prennent prétexte de l'échec définitif d'une candidate pour instrumentaliser son cas. De notre point de vue, il serait réducteur et politiquement très risqué de faire de ce cas précis une généralité.

Sur le fond ensuite. S'agissant des épreuves écrites, le motionnaire enfonce, de notre point de vue, une porte ouverte puisque les travaux consistent toujours à la rédaction, soit d'un jugement ou d'une décision judiciaire, d'un avis de droit ou d'un mémoire d'avocat. Je ne vous fais pas l'insulte de revenir sur les propos précis déjà entendus, notamment de la part de Madame la Ministre. Le membre rapporteur d'une épreuve écrite choisit et prépare un cas sur la base de dossiers existants et le propose aux autres membres de la commission. Le cas est généralement accompagné de la décision judiciaire qui met fin à l'affaire ou du mémoire de

l'avocat qui est intervenu. Le cas fait l'objet d'une délibération par la commission avant d'être définitivement choisi pour l'examen. Pour la correction des travaux, le rapporteur soumet un projet de correction à ses collègues. Ce projet fait état de ce qui est attendu des candidats, ce qui sert de grille d'évaluation avec la décision judiciaire ou le mémoire d'avocat accompagnant le cas. C'est sur cette base que la commission délibère pour noter le travail de chaque candidat. La délibération est donc collégiale, chaque membre de la commission propose sa note. Une discussion s'ensuit et, au final, la note définitive est arrêtée en faisant la moyenne de ce que chaque membre a proposé, étant précisé qu'il est extrêmement rare, et on l'a entendu, qu'il y ait de grandes différences dans les appréciations des membres de la commission.

Cette méthode pratiquée depuis très longtemps est claire, transparente, parfaitement rationnelle et objective de notre point de vue, étant encore rappelé que les travaux écrits sont anonymisés. Une grille d'évaluation applicable à toutes les épreuves écrites est non seulement impossible à établir mais surtout totalement inappropriée, puisque les cas soumis aux candidats concernent des matières différentes et soulèvent à chaque session des problèmes qui ne se laissent pas enfermer dans une grille uniforme.

Permettez-moi d'anticiper concernant plus spécifiquement la motion no 1376 et je serai assez bref à ce propos. S'il est vrai que la commission d'examen des avocats est nommée par le Tribunal cantonal, cela ne remet absolument pas en question son indépendance, comme le relève le Gouvernement et comme l'a constaté le Tribunal fédéral. Cette commission n'est d'ailleurs pas composée que de magistrats émanant du Tribunal cantonal, du Tribunal de première instance et du Ministère public. Les avocats y siègent aussi et participent à la correction des épreuves écrites. Au surplus, pour les examens oraux, le duo d'experts est toujours composé d'un magistrat et d'un avocat ou d'une avocate.

La préparation des examens écrits et le projet de correction des épreuves constituent un travail considérable de la part des experts rapporteurs. Ceux-ci ne peuvent être choisis que parmi les membres des autorités judiciaires spécialisées dans la matière en cause. En outre, ces magistrats sont seuls à avoir accès aux dossiers susceptibles d'être remis aux candidats. Confier l'organisation des deux sessions annuelles d'examens au Service juridique ne changerait rien à cette situation.

En résumé, le groupe parlementaire socialiste abonde, on l'aura compris, dans le sens du Gouvernement et rappelle qu'un examen d'avocat ne relève pas d'un questionnaire à choix multiples, mais d'appréciations qui nécessitent une certaine marge de manœuvre. Le caractère par trop contraignant de ces deux motions apparaît comme étant peu adapté aux réalités en termes d'examens d'avocat. Comme déjà suggéré, le groupe parlementaire socialiste refusera dans sa grande majorité les deux textes proposés, y compris sous l'éventuelle forme de postulat et je renonce à remonter à la tribune après cela.

M. Christophe Schaffter (CS-POP) : Monsieur le député Quentin Haas, j'ai lu et relu votre texte à répétitions prises comme disent les juristes, et je n'y arrive pas. Je suis désolé mais ce n'est vraiment pas une bonne idée. Le groupe VERT-E-S et CS-POP ne va pas entrer en matière. Tout a été dit ou presque. A mon sens, le droit est une science bien trop exigeante et bien trop inexacte pour être enfermée dans une grille de notation, une grille d'évaluation.

Ce n'est pas des mathématiques ou ce ne pas de la comptabilité. Le droit doit être préservé tel qu'il est et l'enfermer dans une grille telle que vous le proposez n'est vraiment pas une bonne solution. Nous n'entrons donc pas en matière.

M. Raoul Jaeggi (PVL) : Je suis un peu triste parce que chaque fois que l'occasion m'est donnée, je souligne les qualités de Maître Schweingruber comme avocat des magistrats. On m'a brûlé la politesse aujourd'hui mais je soulignerais que les deux autres avocats de la salle sont montés ici et, il faut reconnaître peut-être, que c'est la date de l'obtention de l'examen mais qu'ils le font très bien aussi.

Je suis étonné que l'on dise qu'on prend un cas pour être revanchard. Je trouve dommage de s'interroger quand il y a un cas et je pense que c'est simplement pour cela que ces motions sont arrivées aujourd'hui. J'ai entendu les critiques et je pense que l'on peut en entendre quelques-unes. Par contre, ce qui est dommage quand même, et c'est ce dont on se plaint, c'est que les candidats qui sont en échec n'obtiennent pas ou difficilement ou pas du tout les raisons où ils ont pêché. J'ai entendu les critiques, en particulier du groupe socialiste, qui était plutôt pour la motion no 1375 sur les points 1, 2 et 3 et pas tellement sur les points 4, 5 et 6. Je me demande s'il n'est pas possible de scinder cette motion en deux et de ne conserver que les points 4, 5 et 6 qui ne semblaient pas ou en tout cas moins vous contrarier.

La présidente : Monsieur le Député, une proposition de scinder votre motion est faite, est-ce que vous entrez en matière ?

M. Quentin Haas (PCSI) : Si j'accepte de scinder la motion en deux, je garde le droit de réponse par rapport aux arguments soulevés ici ?

La présidente : Bien sûr.

M. Quentin Haas (PCSI) : Alors j'accepte.

La présidente : Donc, les points 1, 2 et 3 dans un premier temps et les points 4, 5 et 6 dans un deuxième temps. Nous sommes toujours dans la discussion générale pour cette motion scindée en deux. La parole n'est plus demandée.

M. Quentin Haas (PCSI) : Je vais m'attarder sur quelques points qui ont été énoncés que je trouve quelque peu questionnants. Madame la Ministre, quand vous commencez votre plaidoyer en parlant d'un changement de barème, à aucun moment j'ai cherché à changer le barème, à changer la table d'évaluation. Mon Dieu ! Et pour les gens qui viennent ici me dire qu'apparemment on ne peut pas faire une table d'évaluation pour avoir une note formelle à la fin d'un examen pour garder une évaluation écrite, pour avoir un héritage écrit de ce qui s'est passé pendant l'examen, je vais quand même prendre la peine de vous lire la définition du mot grille d'évaluation car j'ai l'impression que vous êtes tous en train de croire qu'on demande un fichier Excel de 76 pages.

La grille d'évaluation, et c'est la définition du dictionnaire, c'est un instrument qui permet de porter un jugement sur la qualité d'une production, d'une performance ou d'une tâche. On y arrive dans des concours de danse pour enfants de 12 ans. C'est notamment utile en cas de demande de révision pour permettre une amélioration en ciblant les points faibles.

C'est également le cas quand on a un fort taux d'échec pour faire de la statistique.

On a parlé ce matin du fameux 100% d'échecs dans une école jurassienne bien nommée. On en connaît les causes aujourd'hui, devinez pourquoi ? Parce que les analyses et les rapports qui ont été faits à la suite de ces corrections étaient dans des rapports. Cela pourrait nous éviter de jouer les surpris chaque année en déclarant que les causes sont floues, ce qui est une manière élégante de dire qu'on n'en a aucune idée car il n'y a aucun document standard à évaluer. Donc, non, rigide avec un nombre de points, non. Je pense que la plupart d'entre vous, en tout cas ceux de ma génération, en tout cas pour une bonne partie de l'école primaire, leur table d'évaluation, c'est avec des bonshommes qui sourient.

Si vraiment ça paraît trop compliqué pour la commission des examens d'avocat de mettre des notes et une table d'évaluation, on peut passer avec des bonshommes, il n'y a pas de soucis, ça restera une table d'évaluation qui permettra de faire une moyenne, une moyenne évolutive dans le temps aussi et qui permet un comparatif pour les étudiants. C'est tout ce qui est demandé et c'est ce qui est fait pour tous les titres académiques. On parle quand même de gens qui ont un master en droit pour l'accès au titre d'avocat, un titre d'excellence. Je n'ai pas envie de faire un comparatif avec d'autres diplômes, mais c'est quand même l'adage de vouloir un examen d'excellence qui permette une révision critique, surtout quand on a un taux d'échec des plus haut de Suisse.

J'aimerais revenir sur les arguments de Maître Schweingruber par rapport à comment expliquer l'augmentation du taux d'échec. Avec un rapport de notation, bêtement. Je vous offre la solution sur un plateau d'argent. On peut tergiverser à dire je pense que, je pense qu'en proposant des opinions, en disant que c'est plus facile maintenant qu'avant ou alors on propose et on accepte la tenue de documents qui permettront de l'évaluer et de faire la statistique après-coup. C'est aussi très possible, on compare là une opinion à des faits.

Pour rebondir sur un argument du député Yves Gigon quand il dit que c'est le plus haut taux d'échec, pourquoi ? Je vous rejoins, pourquoi ? Ce serait bien de faire les documents qui permettent d'y répondre.

Au niveau des arguments du groupe PDC, un brevet d'avocat délivré dans le Jura est délivré pour toute la Suisse. Ça pourrait répondre aux arguments soulevés par rapport à Maître Schweingruber qui disait que le Jura, et le Jura seul, ne pourrait pas fournir la base légale pour permettre l'examen. Au final, ça se complète. Je cite deux avocats. On ne peut pas changer la réglementation de la loi sur les avocats, vous le dites dans votre développement. Je trouve cela particulièrement ironique alors que, jusqu'à preuve du contraire, le Parlement jurassien est souverain, il est le législateur et il peut statuer sur toutes les lois. L'article 63 de la loi d'organisation judiciaire dit clairement : « Le Parlement exerce la haute surveillance sur les autorités judiciaires ». Stipuler que le Parlement ne peut pas modifier la loi sur laquelle se base la justice jurassienne quant à l'élaboration du règlement de la commission, c'est un peu ahurissant. Après, je ne suis pas l'expert, je m'en remets à vous. Mais je n'ai jamais entendu que le Parlement jurassien ne pouvait pas modifier un article de loi quel qu'il soit.

Et enfin, par rapport au développement du groupe socialiste, je ne vais pas revenir sur les arguments qui ont été précités, mais par rapport au goût amer, avec une défiance qui étonne, je me questionne quand même. Où se situe la défiance et l'amertume par rapport à ce développement ? Faire d'un cas précis une généralité ? On vient de vous dire qu'on a un des taux d'échec parmi les plus hauts du pays. Un taux ça ne se calcule pas avec un cas, sauf erreur sur trois ans ou alors, j'ai de nouveau, en plus du droit, rien compris à la statistique. Il faut qu'on m'explique. Donc, impossibilité d'établir une grille d'évaluation et de notation alors qu'on le fait partout, sauf là, le tout pour un titre d'excellence, excusez-moi, Messieurs et Mesdames, votre argumentaire ne tient pas et je le réfute totalement. On est parfaitement capable de faire en sorte que chaque examinateur remplisse une petite page d'évaluation. On demande d'ailleurs qu'elle soit préétablie à l'examen comme ça, ceux qui avaient peur de la diversité des demandes pourront adapter la grille d'évaluation en fonction de l'examen pour avoir un rapport écrit et qui nous permettra, à terme, d'analyser statistiquement le fameux taux d'échec pour lequel on se regarde avec des yeux de merlan frit chaque année pour l'expliquer parce qu'on ne peut pas. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a pas de rapport.

Au vote, les points 1, 2 et 3 de la motion no 1375 sont rejetés par 42 voix contre 14.

Au vote, les points 4, 5 et 6 de la motion no 1375 sont rejetés par 42 voix contre 13.

22. Motion no 1376

Examen d'avocat : Garanties de neutralité des examinateurs exigée Quentin Haas (PCSI)

Par voie de presse, nous apprenions récemment qu'une avocate stagiaire ayant échoué lors son examen d'avocat demandait la récusation des juges du Tribunal cantonal lors de l'analyse de son recours. Rejetée par le Tribunal cantonal, la situation interroge. Dans une perspective académique, il est surprenant d'imaginer que des personnes composant la commission d'examen soient en même temps les personnes composant l'autorité de recours.

Le Tribunal cantonal estime que ceci n'atteint en rien à son impartialité. Cependant, nous sommes en droit de nous demander comment une autorité décidant d'un échec à un examen pourrait dans le même temps juger cette décision infondée en tant qu'autorité de recours.

La commission des examens se compose de neuf à onze membres, désignés par le Tribunal cantonal. Pour la notation des examens, un minimum de cinq membres est désigné par le président de la commission. Chaque membre exerce des mandats de quatre ans renouvelables au sein de la commission. Actuellement, six membres de la commission d'examens officient en tant que juge du Tribunal cantonal. Tous les membres du Tribunal de première instance, du Ministère public ou du Tribunal des mineurs qui sont membre de la commission d'examen ont des liens organiques avec le Tribunal cantonal.

Depuis de nombreuses années, le taux d'échecs aux examens d'avocat dans le canton du Jura interroge. Une modification des modalités de fonctionnement des organes en charge des examens apparaît ainsi comme une manière

simple et efficace de s'attaquer au problème, afin d'assurer en toute transparence l'impartialité ainsi que la neutralité des experts composant la commission d'examen.

Au vu de ce qui précède, le groupe PCSI-PVL demande à ce que la composition de la commission d'examen soit révisée comme suit :

1. Les tâches de secrétariat ainsi que la nomination des membres de la commission d'examen sont attribuées au Service juridique.
2. Les membres de la commission sont nommés en respectant un modèle de diversité dans les origines de ses membres, en incluant des membres du Tribunal de première instance, du Ministère public ou du Tribunal des mineurs tout comme des avocats, sans lien organique avec le Tribunal cantonal.
3. Un expert externe indépendant est introduit au sein de la commission.
4. Le Service juridique désigne les examinateurs pour chaque session d'examen.
5. Entre chaque session d'examen, le Service juridique désignera un minimum de trois examinateurs différents de la session précédente.

M. Quentin Haas (PCSI) : Sans désirer paraphraser l'intervention précédente, la motion qui vous est ici présentée vise à diversifier la composition de la commission d'experts lors des sessions d'examens d'avocat. Elle visait une complémentarité avec la motion précédente qui cherchait pour sa part à établir le cadre de l'examen. En s'inspirant directement des modalités propres à la quasi-totalité des autres procédures d'examens à travers le monde, ces mesures visent à garantir la diversité des opinions et des connaissances au sein du quorum d'examineurs. Cette approche est l'une des pierres angulaires des politiques d'examens au sens international du terme, permettant de garantir la transparence, la neutralité, la connaissance ainsi que la diversité au sein des organes d'évaluation, ceci étant une garantie quant à l'excellence du titre remis. Nous parlons ici tout de même d'un titre d'avocat délivré par des titulaires d'un master académique en droit.

Actuellement, les pleins pouvoirs ont été formellement donnés au Tribunal cantonal par le Parlement, notamment via l'article 30 de la loi des avocats qui donne compétence au Tribunal cantonal pour adopter le règlement sur le fonctionnement de la commission d'examens. Ainsi, le Tribunal cantonal nomme lui-même ses membres pour composer la commission qui lui est directement soumise. De fait, la modification de cette compétence en faveur du Service juridique permettrait d'éviter des liens de subordination, toujours dans un objectif de neutralité et d'objectivité, comme cela est fait de manière générale pour tous titres académiques d'excellence.

Actuellement, les stagiaires sont formés par le Tribunal cantonal, sont jugés par le Tribunal cantonal et, en matière de contestations de notes, sont à nouveau jugés par le Tribunal cantonal, soit par les mêmes personnes de manière récurrente. En outre, certains candidats peuvent, par exemple, recevoir le président de la commission des examens comme référent lors du stage puis comme autorité de jugement lors d'un éventuel recours. La question qui vous est posée est donc relative à l'évaluation faite par chacun d'entre vous quant à une impartialité optimale du système

de notation, pour proposer *in fine* des modifications permettant d'optimiser cette dernière. Je suis d'avis que beaucoup de députés présents ne toléreraient pas cet état de fait dans d'autres situations d'examens et pour un titre bien moins important que l'obtention d'un brevet d'avocat. En conclusion, et ce en visant l'optimisation desdits examens, nous vous recommandons l'acceptation de la motion ici présentée.

Mme Nathalie Barthoulot, ministre de l'Intérieur : En préambule, le Gouvernement tient à relever que certaines affirmations contenues dans la motion l'inquiète très sérieusement car elles s'apparentent, comme cela a été relevé tout à l'heure, à une défiance envers les membres du Tribunal cantonal, en particulier s'agissant de leur capacité à prendre des décisions en toute impartialité.

Cela étant dit, les problèmes de neutralité soulevés par l'auteur de la motion fait l'objet d'un arrêt du Tribunal fédéral du 11 mai 2021, suite à une demande de récusation de l'ensemble des membres du Tribunal cantonal pour statuer sur un recours suite à un échec définitif aux examens d'avocat. Je me permets de citer trois passages des considérants de l'arrêt du Tribunal fédéral qui sont particulièrement intéressants. Le premier, la recourante s'en prend au Tribunal cantonal dans son ensemble et vise concrètement au retrait d'une prérogative qui est reconnue à celui-ci de par la loi. Donner suite à sa demande reviendrait à vider de sa substance le système choisi par le législateur en matière de formation des avocats. Par ailleurs, la recourante ne présente pas d'éléments qui permettraient de retenir une absence d'impartialité et d'indépendance du Tribunal cantonal sur le plan systémique et son argumentation sur ce point ne convainc pas. A cet égard, il ressort en particulier de l'arrêt attaqué que le Tribunal cantonal n'intervient pas dans les cas particuliers, ne s'immisce ni dans le choix des dossiers d'examen soumis aux candidats, ni dans la correction des travaux. Le rôle de surveillance découlant de l'article 27, alinéa 2, de la loi concernant la profession d'avocat ne permet pas d'y voir un manque d'impartialité ou d'indépendance au même titre que la surveillance exercée par une autorité judiciaire de dernière instance sur des instances inférieures. Le fait que la commission des examens soit intégrée au Tribunal cantonal ne démontre pas non plus une absence d'indépendance des magistrats appelés à statuer sur des recours interjetés contre les décisions de cette commission.

Le deuxième extrait, je le cite : « On ne voit pas pour quel motif objectif le magistrat d'une autorité juridictionnelle qui a édicté un règlement ne serait pas en mesure d'appliquer et d'interpréter celui-ci en toute indépendance et avec impartialité ». Sur ce point, l'argumentation de la recourante confine à l'absurde, puisqu'en la suivant, les autorités devraient se récuser chaque fois qu'elles ont à appliquer et à interpréter une réglementation dont elles sont l'auteur.

Finalement, le troisième passage, la simple collégialité entre les juges et le personnel judiciaire, de même que le fait d'être membre à la fois d'un Tribunal cantonal et de la commission des examens du Barreau ne suffit pas en soi pour établir une apparence de partialité.

Il convient également de préciser que les trois juges du Tribunal cantonal qui se sont prononcés sur le recours ne faisaient bien évidemment pas partie des examinateurs qui ont siégé lors de la session des examens d'avocat en question. A la lecture de ces passages, il est aisé de constater que la problématique soulevée par l'auteur de la motion n'a pas lieu d'être et qu'il n'y a aucun motif objectif allant dans

le sens d'enlever les tâches de secrétariat et de nomination des membres de la commission au Tribunal cantonal. Contrairement à ce qui est indiqué dans la motion, seuls trois membres permanents du Tribunal cantonal siègent dans la commission, les trois autres membres étant des juges suppléants qui ne participent pas au plénum et qui ne sont donc pas chargés de la nomination des membres de la commission.

De plus, le fait de confier au Service juridique les différentes tâches en matière d'examens d'avocat entraîneraient une perte d'efficacité et d'efficience importante car le Service juridique n'a aucun lien organique avec les examens d'avocat et la gestion des stagiaires.

Avec la proposition figurant au point 2, on peut comprendre que la commission ne pourra plus être composée de représentants des autorités judiciaires cantonales car les membres du Tribunal de première instance, du Ministère public ou du Tribunal des mineurs auront toujours un lien organique avec le Tribunal cantonal. En effet, ces différentes instances sont soumises à la surveillance du Tribunal cantonal en application de l'article 64 de la loi d'organisation judiciaire. Seuls des avocats, des représentants de l'administration cantonale et des personnes extérieures au canton pourraient ainsi être membres de la commission, ce qui n'est pas souhaitable, bien évidemment aux yeux du Gouvernement.

S'agissant de la proposition de l'introduction d'un expert externe indépendant, la loi prévoit déjà que des personnes provenant d'autres cantons peuvent être désignées membres de la commission. Au final, quel serait le rôle de cet expert ? Est-ce qu'il serait chargé de surveiller les autres membres ? Le Gouvernement peine un peu à comprendre la finalité de cette proposition. La dernière proposition, quant à elle, paraît difficilement applicable car le président de la commission a déjà, avec le système actuel, de la peine à trouver des examinateurs au sein des avocats en raison des désistements obligatoires si un candidat ou une candidate a accompli une partie de son stage à l'étude de l'examineur. En outre, la préparation et la correction des cas pour les épreuves écrites nécessitent une charge de travail importante. Les indemnités ne sont pas forcément très élevées, en particulier pour les avocats, et les représentants des autorités judiciaires n'ont aucune décharge pour leur participation à une session d'examens. Il serait ainsi certainement compliqué de trouver des personnes d'accord d'assumer cette tâche si tous les points de la motion devaient être acceptés.

Au vu de ces différents éléments, le Gouvernement estime que la garantie neutralité soulevée par l'auteur de la motion n'est pas une raison suffisante pour changer un système qui fonctionne de manière satisfaisante. Il serait en effet contre-productif de ne plus inclure des membres du Tribunal cantonal au sein de la commission car ces derniers ont une vue d'ensemble et une expérience importante qui leur permet de préparer les cas pour les examens et d'évaluer les candidats en toute impartialité. Le Gouvernement est ainsi convaincu que les membres de la commission ont pour unique souci de former valablement les stagiaires et de pérenniser les professions d'avocat, de juge, de greffier ou encore de juriste. Le Gouvernement vous invite, comme il l'a fait pour la motion no 1375, à rejeter la motion no 1376.

M. Yves Gigon (UDC) : Je vais être très court, puisque tout ce qui a été dit avant peut être redit. Ce que j'ai entendu, c'est incontestable, il y a un taux d'échec supérieur à la

moyenne nationale des autres cantons. Pas de souci. Mais comme le Gouvernement, comme l'avocat de la justice, comme l'avocat des avocats ne veulent rien faire, c'est nous qui avons des exigences bien supérieures aux autres. Je n'ai pas l'impression qu'on ait un Marc Bonnant au niveau du barreau jurassien.

L'argumentation qui a été donnée avant, pour moi, c'est la même que maintenant. Pour moi et le groupe UDC, contrairement au Gouvernement, il y a un état de fait, il y a des échecs supérieurs, il faut changer quelque chose. La motion précédente no 1375 a été refusée. Maintenant, c'est sur la composition des commissions. Puisque le Gouvernement, dans son opposition à la motion parle au conditionnel, cela justifie bien une étude. Le groupe UDC demande au motionnaire de bien vouloir transformer sa motion en postulat et nous la soutiendrons à l'unanimité.

M. Serge Beuret (PDC) : Si on lit la motion et plus particulièrement la fin de son premier paragraphe, on remarque qu'il y a un problème de compréhension. Ce qui se passe, c'est qu'au sein de la commission d'examens, cinq sont désignés pour une session d'examens, exemple automne 2021. S'il y a un recours parmi les juges du Tribunal cantonal, trois fonctionneront dans la Cour administrative mais la même personne ne fonctionnera pas dans l'une et dans l'autre des deux instances. Là, ce serait un motif de récusation clair, et si ça avait été le cas de figure soumis au Tribunal fédéral dans le jugement qui est mentionné dans la prise de position du Gouvernement, le recours aurait été admis. Il a été rejeté parce que c'était des considérations d'ordre très général. Il faut bien comprendre que, contrairement à ce qui est dit dans la motion, à son premier paragraphe, la même personne ne peut pas fonctionner deux fois.

M. Christophe Schaffter (CS-POP) : Je ne suis pas davantage séduit par ce deuxième texte mais tout de même, je peux vous confier, Monsieur le député Quentin Haas, qu'une partie du groupe VERT-E-S et CS-POP pourrait entrer en matière en cas de transformation de votre motion en postulat. Sur le fond, personnellement je suis opposé à votre proposition.

Il est clair que c'est au Tribunal cantonal d'organiser les sessions d'examens et non pas au Service juridique ou sous le contrôle du Service juridique. Seuls les juges cantonaux ont à disposition les dossiers qui peuvent être la matière première des examens et cette compétence doit leur être confiée. Ils peuvent également fixer eux-mêmes les compétences et ce que l'on peut attendre d'un futur avocat. A mon avis, le Service juridique n'a absolument rien à faire ici.

La présidente : Une demande de transformation en postulat vient d'être faite, l'acceptez-vous ?

M. Quentin Haas (PCSI) : Oui, j'accepte.

La présidente : La discussion générale est ouverte. La parole n'est pas demandée. La discussion générale est close.

M. Quentin Haas (PCSI) : Pour revenir sur quelques points qui ont été relevés, notamment dans le débat précédent quand on me parle de défiance. Mais à ce moment-là, il faut croire qu'il y a de la défiance dans tous les autres organes d'examens de ce canton, de Suisse et du monde, car ce qui est demandé là, c'est une forme de contrôle qui est

appliquée de manière large, notamment dans les critères académiques. Je trouve relativement ironique de parler de défiance de ma part alors que tout ce que je demande c'est de mettre ces examens-là au niveau de ce qui se fait pour les autres examens, qui plus est pour un titre aussi honorifique que ce dernier. Donc défiance, allez savoir où.

Concernant l'arrêt du Tribunal fédéral qui est toujours en cours, que le Gouvernement cite dans son développement. J'aimerais aussi citer un passage qui dit : « Demander la récusation des membres vise concrètement au retrait d'une prérogative qui est reconnue à celui-ci de par la loi. Donner suite à la demande reviendrait à vider de sa substance le système choisi par le législateur en matière de formation d'avocats ». Le législateur, on y revient, c'est nous, chers collègues. L'arrêt stipule que demander une assurance d'impartialité contredirait la loi votée par le Parlement précédemment. Belle preuve systémique que nous avons tout loisir de modifier cette loi aujourd'hui et ce pour aller dans le sens de l'arrêt précité, tout en améliorant l'impartialité du système d'examen qui s'inspire des méthodes appliquées dans toutes les autres procédures d'examens du monde.

Pour rappel, selon l'article 63 de la loi sur l'organisation judiciaire, le Parlement exerce la haute surveillance sur les autorités judiciaires. Donc, de nouveau, qu'on ne vienne pas me dire que ce n'est pas possible ou que l'arrêt dit que l'on doit faire en sorte que ça s'applique de telle sorte. Non. Le législateur est l'organe de contrôle et décide. Il y a eu cet argumentaire notamment comme quoi le Tribunal de première instance, le Ministère public et le Tribunal des mineurs sont soumis à la surveillance du Tribunal cantonal. Les membres auront toujours un lien organique avec le Tribunal cantonal de fait, la commission d'une part, et le Ministère public, le Tribunal de première instance d'autre part. Ce n'est pas vraiment comparable. Le Ministère public et le Tribunal de première instance sont des autorités judiciaires. La commission ne l'est pas. L'indépendance du Ministère public et du Tribunal de première instance est garantie par des droits fédéraux, notamment le code de procédure pénale et civile et la loi sur l'organisation judiciaire jurassienne. A l'inverse, la commission voit ses membres nommés par le Tribunal cantonal et son fonctionnement est régi par le règlement de celui-ci. Donc, le comparatif ne tient pas.

Et enfin, dernier point que j'ai entendu dans le développement de plusieurs groupes, étant donné qu'ils mélangeaient les deux objets, on nous a dit que le Tribunal cantonal dispose de l'expérience, du personnel ainsi que du matériel nécessaire à la gestion et à la préparation des examens d'avocat, tout en fixant eux-mêmes les compétences exigées. Ça tombe super bien, parce que, dans le débat précédent, on m'affirmait que ces mêmes personnes ne disposaient pas du temps nécessaire à l'élaboration d'une trace écrite de l'évaluation. Ce qui est relativement ironique vous en conviendrez, parce que jamais dans ma carrière académique on m'aura affirmé coup sur coup que produire une trace écrite d'un examen était trop compliqué et trop chronophage. Mais que, par contre, venir ensuite me dire que la structure est tout à fait à même de gérer la production du matériel, la préparation de l'examen et son jugement, je vous laisse faire votre diagramme de Venn par rapport à la manière dont ces deux propositions s'échelonnent. Mais pour moi, si on refuse l'un on admet l'autre, on passe dans de la logique. Mais j'en conviens, je trouve cela relativement ironique tout de même. Libre à vous, chers Députés, de choisir en fonction de vos compétences et de vos connaissances si oui ou non ce texte est une attaque acide et amère envers

un système ou simplement une tentative de mettre à niveau les mesures d'examens pour la justice jurassienne, équivalentes à ce qui se fait partout ailleurs. Libre à votre appréciation.

Au vote, le postulat no 1376a est rejeté par 35 voix contre 17.

La présidente : Nous sommes arrivés au terme de notre ordre du jour. Je vous remercie pour votre attention et je vous donne rendez-vous au 15 décembre.

(La séance est levée à 16.35 heures.)